

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3038

6 novembre 2015

SOMMAIRE

ABTS Immo	145800	Informa Sàrl	145824
Aerium Capital Management S.A.	145799	Intrepid Aviation Luxembourg S.à r.l.	145823
Avesta Invest Europe	145801	Intuity Financial Services S.à r.l.	145822
AXA Investplus	145778	Lacuna	145785
Carole Reding Conciergerie s.à r.l.	145802	Onex USI S.à r.l.	145824
Davis Funds Sicav	145780	Polytech Venture Investments SCSp	145781
Digital Services LI Pakistan S.C.Sp.	145820	Premium Portfolio SICAV	145785
European Middle East Investment Corpora- tion S.A.	145779	Prince Charles S.à r.l.	145779
Exklusiv Portfolio SICAV	145820	QS Direct SI 2 S.C.A., SICAR	145807
Generali Investments SICAV	145781	R.E.I.T. Chamar Ltd.	145804
GPF GP S.à r.l.	145822	Saba Invest S.A.	145800
HAIG JINIFE Global Equity Fund 11 - SICAV	145782	Technoconsult3 S.à r.l.	145801
HBI S.à r.l.	145822	Tectum Global Hedge	145799
HEDF Co-Investment S.à r.l.	145823	UBS (Lux) Strategy Sicav	145783
HEDF Isola GP S.à r.l.	145823	Varius	145784
ICG Senior Debt Partners Fund	145784	ZB Investment Luxembourg S.à r.l.	145786
IKK S.à r.l.	145783	ZB Investment Luxembourg S.à r.l.	145794
		Zimmer Investment Luxembourg S.à r.l.	145794

AXA Investplus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 26.830.

Le conseil d'administration de la Société a l'honneur d'informer les actionnaires des changements suivants concernant la Société.

Vous trouverez ci-après (i) une description succincte des modifications apportées au prospectus et aux statuts de la Société ainsi que (ii) la convocation à l'assemblée générale extraordinaire de la Société au cours de laquelle vous serez appelé à voter sur plusieurs résolutions en vue de la modification des statuts de la Société.

Modifications apportées au prospectus et aux statuts de la Société

(a) Transfert de siège social de la Société

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch (ci-après «BNPP») dont l'adresse actuelle est située au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange déménage à partir du 1^{er} janvier 2016 au 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Dans la mesure où la Société est domiciliée auprès de BNPP, le siège social de la Société sera également transféré à partir du 1^{er} janvier 2016 au 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

(b) Immobilisation des actions et parts au porteur

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, la Société a décidé de ne plus émettre d'actions au porteur. Les actionnaires au porteur ont déjà été prévenus des mesures à prendre afin d'immobiliser leurs actions au porteur.

(c) Mise en conformité des statuts de la Société avec les prescriptions de la directive relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Directive AIFM»).

Certaines modifications doivent être apportées aux statuts de la Société afin d'y refléter les dispositions requises par la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs qui transpose en droit luxembourgeois la Directive AIFM.

Assemblée générale extraordinaire devant se tenir le 24 novembre 2015

Vous êtes ainsi conviés à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la Société qui se tiendra le *24 novembre 2015* à 14h30 au siège social pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société du 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange au 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg à partir du 1^{er} janvier 2016 et modification en conséquence de l'article 4 des statuts de la Société.
2. Immobilisation des actions au porteur suite à l'entrée de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur (la «Loi de 2014») et modification correspondante des articles 6, 8 et 12 des statuts de la Société.
3. Mise en conformité des statuts de la Société avec les prescriptions de la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013») et par conséquent, modification des articles actuels 20, 21, 22, 23, 26, 29 et ajout de nouveaux articles à numéroter 17 et 32.
4. Refonte globale des statuts de la Société de manière à refléter les différents changements mentionnés ci-avant.

Le projet de statuts coordonnés est à disposition des actionnaires pour inspection au siège de la Société.

L'assemblée générale extraordinaire ne pourra valablement délibérer et voter que si la moitié au moins du capital de la Société est présente ou représentée et les décisions, pour être valablement prises, devront être prises à la majorité des deux-tiers des voix exprimées lors de l'assemblée générale extraordinaire. Les voix exprimées ne prennent pas en compte les voix des actions représentées à l'assemblée générale extraordinaire pour lesquelles les actionnaires n'ont pas pris part au vote ou se sont abstenus ou ont retourné un vote en blanc ou nul.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, l'assemblée générale extraordinaire sera reconvoquée et ne sera plus soumise à aucune condition de quorum de présence et les décisions seront prises à la majorité des deux-tiers des voix exprimées lors de l'assemblée générale extraordinaire reconvoquée.

Les actionnaires peuvent voter en personne ou par procuration. Cette procuration reste valable pour l'assemblée générale extraordinaire reconvoquée si le quorum de présence n'était pas atteint lors de la première assemblée générale extraordinaire.

Les actionnaires détenant des actions au porteur et qui souhaitent participer à l'assemblée générale extraordinaire doivent solliciter de la part du dépositaire maintenant le registre des actions au porteur un certificat qui constate toutes les inscriptions les concernant.

Pour le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2015179802/755/54.

EMIC, European Middle East Investment Corporation S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 13.545.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 26, boulevard Royal à Luxembourg, le 19 novembre 2015 à 15 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Adoption des comptes consolidés au 31 décembre 2013.
2. Adoption des comptes annuels et consolidés au 31 décembre 2014.
3. Rapport du Conseil d'Administration.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2015176398/15.

Prince Charles S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 94.094.

Im Jahr zweitausendfünfzehn, den sechsten Juli.

Vor dem unterzeichneten Frank MOLITOR, Notar im Amtssitz zu Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

PARWA SA, mit Sitz L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stumper, eingeschrieben, eingeschrieben im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Nummer B 79 614,

hier vertreten durch Tom WAGNER, Geschäftsführer, wohnhaft in Kockelscheuer,

alleinige Gesellschafterin der "PRINCE CHARLES SARL", mit Sitz in L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stumper, gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Jean SECKLER mit Amtssitz in Junglinster am 16. Juni 2003, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 780 vom 24. Juli 2003, abgeändert durch Urkunde unter Privatschrift vom 24. Juli 2008, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 393 vom 24. Februar 2010, eingeschrieben im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Nummer B 94 094.

Der Komparent hat im Rahmen einer außerordentlichen Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

Einzigiger Beschluss

Er ändert den Gesellschaftszweck wie folgt:

" **Art. 3.** Der Gesellschaftszweck besteht in dem Halten von Beteiligungen in jedweder Form an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften oder anderen Unternehmen, dem Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder in sonstiger Weise, der Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in sonstiger Weise von Aktien, Anleihen, Schuldscheinen, und jedweden anderen Sicherheiten, sowie dem Eigentum, der Verwaltung, der Entwicklung und dem Management ihres Portfolios. Die Gesellschaft kann auch Anteile in Personengesellschaften halten und unternehmerische Tätigkeiten über Niederlassungen in Luxemburg oder im Ausland ausüben.

Der Zweck der Gesellschaft besteht des Weiteren in dem Erwerb, der Trägerschaft, der Erschließung, der Entwicklung, Ausführung, Verwaltung, Bewirtschaftung, Halten, Vermarkten oder Verwerten von Immobilien oder Immobilienprojekten oder Teilen davon, sowie der Nutzung, dem Tausch, dem Erwerb oder der Veräußerung auf welche Art auch immer, von Immobilien und Immaterialrechten jeder Art, im Großherzogtum Luxemburg wie in jedem anderen Land. Sie kann ihre Immobilien mit Hypotheken belasten.

Gegenstand der Gesellschaft ist weiter die Durchführung von jedweden geschäftlichen, gewerblichen sowie finanziellen Operationen im Hinblick auf den Erwerb und die Veräußerung, die Nutzung und die Verwertung von beweglichen Gütern sowie immateriellen Rechten wie zum Beispiel Handelsmarken oder anderen Rechten an geistigem Eigentum jedweder Natur oder Herkunft.

Die Gesellschaft kann in jedweder Form Anleihen und Schuldscheine aufnehmen oder herausgeben und Kapital durch das öffentliche Angebot von Wertpapieren aufnehmen. Die Gesellschaft kann Dritten, einschließlich Gesellschaften oder anderen Unternehmen, an denen sie ein wirtschaftliches Interesse hat oder die Teil der Unternehmensgruppe der Gesellschaft sind, durch Gewährung von Darlehen, Vorschüssen, Garantien oder Sicherheiten Unterstützung gewähren, alle

Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen vornehmen und jede Handlung vornehmen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Zwecks für notwendig hält.

Die Gesellschaft kann alle kommerziellen, technischen und finanziellen oder sonstigen Handlungen vornehmen, welche direkt oder indirekt mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind und der Erfüllung desselben nützen können.

...".

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Komparent die Versammlung für geschlossen, worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, in der Amtsstube, nach Vorlesung hat der Komparent mit dem Notar das gegenwärtige Protokoll unterschrieben.

Honorar: 99,16 (Ausserordentliche Generalversammlung)

Signé: Wagner et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/21891. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur ff. (signé): Frising.

Référence de publication: 2015157587/54.

(150173100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Davis Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 49.537.

Shareholders are hereby kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of the Fund (the "Meeting") which will be held on *November 26, 2015* at 11.00 a.m. (Luxembourg Time) at the registered office of the Fund, to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Hearing of the annual report incorporating the report of the board of directors of the Fund, the report of the approved statutory auditor of the Fund for the accounting year ending July 31, 2015.
2. Approval of the audited financial statements of the Fund for the accounting year ending July 31, 2015.
3. Allocation of the results of the Fund for the accounting year ending July 31, 2015.
4. Discharge to be granted to Messrs. Roger Becker, Kenneth C. Eich and Andrew A. Davis in relation to their activities as directors of the Fund for the accounting year ending July 31, 2015.
5. Re-election of Mr. Roger Becker as director until the next annual general meeting of shareholders to be held in 2016.
6. Re-election of Mr. Kenneth C. Eich as director until the next annual general meeting of shareholders to be held in 2016.
7. Re-election of Mr. Andrew A. Davis as director until the next annual general meeting of shareholders to be held in 2016.
8. Re-election of Deloitte Audit S.à r.l. as approved statutory auditor until the next annual general meeting of shareholders to be held in 2016.
9. Any other business which may be properly brought before the Meeting.

Shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that decisions will be taken by a majority of the votes cast at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may vote at the Meeting by proxy. Proxy forms are available upon request at the registered office of the Fund.

We draw the attention of the shareholders to the fact that, in accordance with article 26 (3) of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, the financial statements, the original signed report of the approved statutory auditor, the report of the board of directors together with the latest semi-annual report, prospectus and the KIIDs of the Fund are available at the registered office of the Fund and a copy may be sent, on request, to their attention free of charge.

We highlight the fact that the annual accounts for the year ended July 31, 2015 will be also available by November 11, 2015 on the website <http://davisfunds.com/sicav/literature/>.

Should you not be able to attend this Meeting, kindly complete, date, sign and return the enclosed form of proxy before November 24, 2015 to Davis Funds Sicav c/o State Street Bank Luxembourg S.C.A., attn: Mrs. Solveig GIOVANARDI - 49, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2015179804/755/39.

Generali Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 86.432.

—
An extraordinary general meeting of the Company was held on 26 October 2015 at the registered office of the Company. The quorum required by Article 67-1(2) of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, was not reached and therefore no resolutions could be adopted.

Shareholders are therefore convened to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") of GENERALI INVESTMENTS SICAV (the "Company"), to be held on *11 December 2015* at 9:30 a.m. (CET), at the registered office of the Company, to deliberate and vote on the same agenda:

Agenda:

1. Transfer of the registered office of the Company, as from 1st January 2016, from 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange to 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. Amendment to the first paragraph of the article 2 of the articles of incorporation to reflect the change of the registered office. The first paragraph to be reworded as follows:
"The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg."
3. Inclusion of a paragraph in the article 2 of the articles of association to confirm the transfer of registered office rule. The paragraph being as follows:
"The registered office of the Company may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles of Incorporation or by the board of directors of the Company if and to the extent permitted by the law. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of directors of the Company."
4. Amendment to first paragraph of the article 5 of the articles of association to update the section on share capital as follows:
"The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital is one million two hundred and fifty thousand euro (1.250.000.- EUR)."
5. Amendment to the ninth paragraph of the article 14 of the articles of association to be reworded as follows:
"Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by any other person specifically appointed by the Board of Directors."

The Articles of Association are available upon request at the registered office of the Company.

The Meeting may validly deliberate without any quorum, and resolutions will be adopted with the consent of two-thirds of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy. Shareholders are queried to inform the Directors of the Company of their intention to attend physically five working days prior to the Meeting. Shareholders who are not able to attend personally are kindly requested to execute a proxy form available at the registered office of the Company, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015179800/755/43.

Polytech Venture Investments SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 200.146.

—
EXTRAIT

1. La Société POLYTECH VENTURE INVESTMENTS SCSp, une société en commandite spéciale, a été constituée par acte sous seing privé signé en date du 23 septembre 2015 pour une durée illimitée, avec siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Il résulte du contrat social que l'objet social de la Société s'inscrit comme suit:

La Société a pour objet, directement ou indirectement, d'investir, acquérir et prendre des participations minoritaires ou majoritaires et des intérêts sous quelque forme que ce soit, incluant des emprunts convertibles dans toute start-up de haute technologie luxembourgeoise ou étrangère, acquérir par voie de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat ou de toute autre manière tous titres, droits, intérêts, brevets, marques et licences ou toute autre propriété que la Société

jugera utile et généralement détenir, gérer, développer, grever, vendre ou aliéner, en tout ou partie, pour la contrepartie qu'elle déterminera.

La Société pourra également souscrire ou participer à toutes transactions financières, commerciales ou autres et accorder à toute entreprise associée de quelque manière que ce soit à la Société, dans laquelle la Société a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, ainsi que conclure des emprunts sous toute forme, réunir des fonds et garantir le paiement des fonds empruntés.

La Société pourra utiliser tous instruments et techniques nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à la protection contre tous risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra prendre toutes mesures et faire toutes opérations en relation directe ou indirecte avec son objet social dans le but de favoriser la réalisation de cet objet.

La Société pourra, selon le cas, participer à la gestion des sociétés dans lesquelles elle a investi, incluant mais ne se limitant pas à la délégation de membres aux organes de gestion des sociétés concernées.

La Société pourra (a) se livrer à toutes autres activités que l'associé commandité jugera nécessaires, recommandées, opportunes ou fortuites pour ce qui précède et (b) s'engager dans toutes actions ou activités légales qui ne soient pas incompatibles avec ce qui précède.

3. Il résulte du contrat social que la société suivante a été nommée en tant qu'associé commandité assurant les pouvoirs de gérance de la Société pour une durée illimitée:

- Polytech Venture Investments Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 200106.

Son pouvoir est inscrit comme suit:

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son associé commandité représenté par ses signataires dûment autorisés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157584/40.

(150173352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

HAIG JINIFE Global Equity Fund 11 - SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 133.427.

Die Aktionäre der HAIG JINIFE Global Equity Fund 11-SICAV (die „Gesellschaft“) werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am Mittwoch, den 25. November 2015, um 10.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, stattfindet, eingeladen um über folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen.

Tagesordnung:

1. Billigung der Berichte des Verwaltungsrates sowie des Abschlussprüfers für das am 31. Juli 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
2. Billigung der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Juli 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses per 31. Juli 2015
4. Entlastung des Verwaltungsrates für die Ausübung des Mandates während des am 31. Juli 2015 abgelaufenen Geschäftsjahres
5. Wahl oder Wiederwahl des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
6. Genehmigung der Verwaltungsratsvergütungen
7. Sonstiges

Beschlüsse auf der Tagesordnung können ohne Anwesenheitsquorum mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Um an der Generalversammlung teilnehmen zu können bzw. ihr Stimmrecht durch einen bestellten Bevollmächtigten auszuüben, müssen Aktionäre sich bis spätestens 20. November 2015 bei der Zentralverwaltungsstelle der Gesellschaft, Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. (Fax Nr.: 00352 45 13 14 509, Corporate Services) angemeldet haben bzw. das am Sitz der Gesellschaft erhältliche Vollmachtsformular ausgefüllt zurückgesendet haben.

Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien müssen mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) nachweisen, dass ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle vom Tage der Ausstellung der Bescheinigung an und bis nach der Generalversammlung gesperrt sind. Eine solche Sperrbescheinigung muss bis spätestens 20. November 2015 am Sitz der Gesellschaft hinterlegt sein.

Der Jahresbericht ist bei der Zentralverwaltungsstelle während der üblichen Geschäftszeiten kostenlos erhältlich.

Munsbach, im November 2015.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015179801/1346/34.

UBS (Lux) Strategy Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 43.925.

Die Aktionäre der UBS (Lux) Strategy SICAV werden zur

HAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am *30. November 2015* um 11.00 Uhr (Ortszeit Luxemburg) mit der folgenden Tagesordnung an ihrem Geschäftssitz abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Mai 2015
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Der Jahresbericht ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der üblichen Geschäftszeiten kostenlos erhältlich. Jeder Aktionär kann beantragen, dass ihm der Jahresbericht zugesandt wird.

Die Mehrheit wird auf der Hauptversammlung nach den fünf Tage vor der Hauptversammlung um Mitternacht (Ortszeit Luxemburg) ausgegebenen und in Umlauf befindlichen Aktien bestimmt (bezeichnet als „Stichtag“). Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beratung und Beschlussfassung der Hauptversammlung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Beschlüsse werden mit einfacher Stimmmehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst. Auf der Hauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme. Die Rechte eines Aktionärs zur Teilnahme an der Hauptversammlung und zur Ausübung der mit seinen Aktien verbundenen Stimmrechte richten sich nach den von diesem Aktionär am Stichtag gehaltenen Aktien.

Falls Sie an dieser Versammlung nicht teilnehmen können und sich vom Vorsitzenden der Hauptversammlung vertreten lassen möchten, übermitteln Sie bitte spätestens fünf Tage vor der Hauptversammlung (d. h. bis 25. November 2015) eine datierte und unterzeichnete Vollmacht per Fax und/oder Post und/oder E-Mail zu Händen des Sekretariats der Gesellschaft bei der Anschrift UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Faxnummer +352 441010 6248 (E-Mail: sh-ubsfsl-corporate-secretary@ubs.com). Die Vorlage für eine Standardvollmacht kann unter derselben Adresse angefordert werden. Nach Eingang der Vollmacht werden die Aktien bis zu dem auf die Hauptversammlung folgenden Tag gesperrt. Findet eine weitere Hauptversammlung der Gesellschaft mit derselben Tagesordnung (bezeichnet als „vertagte Hauptversammlung“) statt, bleiben die Aktien bis zu dem auf die vertagte Hauptversammlung folgenden Tag gesperrt, es sei denn, der Aktionär erteilt eine anderslautende Anweisung (dadurch wird die für die vertagte Hauptversammlung erteilte Vollmacht ungültig).

Aktionäre oder ihre Vertreter, die an der Hauptversammlung persönlich teilnehmen möchten, werden gebeten, die Gesellschaft spätestens fünf Tage vor der Hauptversammlung von ihrer Teilnahmeabsicht in Kenntnis zu setzen.

Das ausgefüllte Vollmachtsformular ist nur gültig, wenn es den Vor- und Nachnamen des Aktionärs sowie seines Vertreters und die Anzahl der zum Stichtag gehaltenen Aktien, die offizielle Adresse und die Unterschrift sowie Weisungen für die Stimmabgabe enthält und rechtzeitig eingeht. Unvollständige oder fehlerhafte Vollmachtsformulare oder Vollmachtsformulare, die nicht die darin beschriebenen Formvorgaben erfüllen, werden nicht berücksichtigt.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015179806/755/44.

IKK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6688 Mertert, Port de Mertert.

R.C.S. Luxembourg B 89.757.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015156189/9.

(150171437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Varius, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 30.661.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 27 novembre 2015 à 10.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30.09.2015
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les détenteurs d'actions au porteur de la Société sont tenus de déposer ces actions auprès de Banque Degroof Luxembourg S.A. (ci-après «BDL») agissant en tant que dépositaire au sens prévu par l'article 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la «Loi de 1915»).

Les droits afférents aux actions au porteur ne pourront être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès de BDL conformément à l'article 42 de la Loi de 1915.

Toute action au porteur qui n'aura pas été déposée auprès de Banque Degroof Luxembourg S.A. au 18 février 2016 sera rachetée suivant les termes du prospectus et le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de consignation.

Le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015179803/755/29.

ICG Senior Debt Partners Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 174.964.

An extraordinary general meeting of the shareholders was held on 28 October 2015 at the registered office of the Fund. The quorum required by Article 67-1(2) of the Luxembourg Law of 10 August 2015 on commercial companies, as amended, was not reached and therefore no resolutions could be adopted.

Shareholders are convened to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") to be held on 10 December 2015 at 11:00 a.m. (CET) at the registered office of the Company, to deliberate and vote on the same agenda:

Agenda:

1. Transfer of the registered office of the Fund, as from 1st January 2016, from 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange to 60, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. Amendment to the first paragraph of Article 2 of the restated articles of incorporation in order to reflect the change of the registered office and amend the rules of the transfer of registered office by decision of the General Partner. The first paragraph to be reworded as follows:
 "The registered office of the Fund is established in the municipality of Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg. As from the 1st January 2016, the registered office of the Fund will be established in Luxembourg. It may be transferred within the same municipality by a simple resolution of the General Partner. The registered office of the Fund may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Fund, deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the General Partner if and to the extent permitted by law. (...)"

The Articles of Association are available upon request at the registered office of the Fund.

The Meeting may validly deliberate without any quorum, and resolutions will be adopted with the consent of two-thirds of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy. Shareholders who are not able to attend personally are kindly requested to execute a proxy form available at the registered office of the Fund, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

On behalf of the General Partner .

Référence de publication: 2015179805/755/32.

Lacuna, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 74.776.

Die Aktionäre der Lacuna (die „Gesellschaft“) werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am Mittwoch, den 25. November 2015, um 11.00 Uhr in den Geschäftsräumen der Gesellschaft, 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, stattfindet, eingeladen um über folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen.

Tagesordnung:

1. Billigung der Berichte des Verwaltungsrates sowie des Abschlussprüfers für das am 30. Juni 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
2. Billigung der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses per 30. Juni 2015
4. Entlastung des Verwaltungsrates für die Ausübung des Mandates während des am 30. Juni 2015 abgelaufenen Geschäftsjahres
5. Wahl oder Wiederwahl des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
6. Genehmigung der Verwaltungsratsvergütungen
7. Wahl oder Wiederwahl des Abschlussprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
8. Sonstiges

Beschlüsse auf die Tagesordnung können ohne Anwesenheitsquorum mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Um an der Generalversammlung teilnehmen zu können bzw. ihr Stimmrecht durch einen bestellten Bevollmächtigten ausüben, müssen Aktionäre sich bis spätestens 20. November 2015 bei der Zentralverwaltungsstelle der Gesellschaft, Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. (Fax Nr.: 00352 45 13 14 509, Corporate Services) angemeldet haben bzw. das am Sitz der Gesellschaft erhältliche Vollmachtsformular ausgefüllt zurückgesendet haben.

Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien müssen mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) nachweisen, dass ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle vom Tage der Ausstellung der Bescheinigung an und bis nach der Generalversammlung gesperrt sind. Eine solche Sperrbescheinigung muss bis spätestens 20. November 2015 am Sitz der Gesellschaft hinterlegt sein.

Der Jahresbericht ist bei der Zentralverwaltungsstelle während der üblichen Geschäftszeiten kostenlos erhältlich.

Munsbach, im November 2015.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015179807/1346/34.

Premium Portfolio SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 137.056.

Die Aktionäre der Premium Portfolio SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE

eingeladen, die am 17. November 2015 um 14.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2015 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung

5. Verwendung der Erträge

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Premium Portfolio SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015173483/755/29.

ZB Investment Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 201.115.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen on the twenty-eighth day of October.

Before Us Maître Jacques Kessler, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ZIMMER LUXEMBOURG II S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under Luxembourg laws, having its registered office at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Company Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 101.255,

here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary's clerk, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given on October 28, 2015.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Art. 1. Corporate form. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles"), which set forth in Articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 and 13 the specific rules applying to sole shareholder companies.

Art. 2. Corporate purpose. The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not, without, however, offering such bonds, debentures or debt securities to the public.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not, without, however, offering them to the public.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Corporate name. The Company will have the denomination “ZB INVESTMENT LUXEMBOURG S.À R.L.”.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality, in the case of a sole manager, by simple decision of the manager or, in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 Subscribed share capital

The share capital of the Company amounts to twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

In addition to the share capital, there may be set up a share premium account, into which any premium paid on any share is transferred.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company (“société unipersonnelle”) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall have to be established in writing.

6.2 Reserve Account(s)

The Company shall maintain reserve account(s) for the Company (the “Reserve Account”), and there shall be recorded to such account(s), the amount or value of any premium paid up on the Company's shares.

The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of a Reserve Account by way of a contribution or by incorporation of Company's available reserves, provided that shareholder(s) representing at least half of the Company's share capital are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that two thirds of the shareholder (s) present or represented vote in favor.

Such increase may be performed without issuance of new Company's shares.

Amounts so recorded to a Reserve Account will constitute freely distributable reserve of the Company for the sole benefit of the shareholder(s).

6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

6.4 Profit participation

The shares entitle to a fraction of the Company's assets and profits as provided by article 12 of the present Articles.

6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 7. Management.

7.1 Appointment and removal

The Company is managed by one (1) or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of category A and of manager(s) of category B.

Upon the appointment of any manager, other than a sole manager, that manager shall be designated by the shareholder (s) as a category A manager or a category B manager. If at a time when there is a sole manager, a new manager is appointed, the shareholder(s) shall, at such time, in addition to designating the new manager as category A manager or category B manager, also designate the existing manager, to the extent not already categorized, as a category A manager or a category B manager.

The manager(s) need(s) not be shareholder(s). The manager(s) is/are appointed and may be dismissed ad nutum by the shareholder(s) of the Company.

7.2 Representation and signatory power

In dealing with third parties as well as legal representation, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate purpose; provided that the terms of this article shall have been complied with.

The Company shall be validly committed towards third parties (i) in the case of a sole manager, by the sole signature of its sole manager, (ii) in case of plurality of managers, by the joint signature of a manager of category A and a manager of category B, or (iii) by the single signature of any ad hoc agent to whom such signatory power has been delegated in accordance with the below paragraph, but only within the limits of such power.

The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate all or part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine these agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of their agency.

7.3 Powers

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

7.4 Procedures

The board of managers can discuss or act validly at a meeting of the board of members only if at least a majority of managers of the Company, including at least one of the managers of category A and one of the managers of category B, is present or represented at the meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, resolutions shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting; provided that such majority shall include the vote of at least one category A manager present or represented at the meeting and the vote of at least one category B manager present or represented at the meeting.

The managers shall designate among them a Chairperson at the beginning of each meeting of the board of managers of the Company. The board of managers may also elect a secretary, who need not be a manager or a shareholder of the Company, and who will be responsible for keeping the minutes of the relevant meeting of the board of managers of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing either in writing or by fax or e-mail another manager of the same category as proxy.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents.

7.5 Liability of managers

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 8. General shareholders' meeting. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing. Each contract entered into between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn-up in writing. In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which such shareholder owns. Each shareholder has voting rights commensurate with such shareholder's shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted at the majority of the votes by shareholders owning more than half of the entire share capital.

However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's entire share capital, subject to the provisions of the Law.

The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of each decision to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 9. Annual general shareholders' meeting. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting.

Art. 10. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one (1) or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not be shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Art. 11. Fiscal year - Annual accounts. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year, with the exception of the first accounting year which begins on the date of incorporation of the Company and terminates on December 31, 2015.

Each year, the sole manager, or in case of a plurality of managers, the board of managers prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet and profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

Art. 12. Distribution of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in proportion to the shareholder(s) shareholding in the Company.

The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay interim dividends, including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing that sufficient funds are available for distribution. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expenses. The amount to be distributed may not exceed total profits since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

After payment of all the debts of and charges due from the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 14. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, ZIMMER LUXEMBOURG II S.À R.L., aforementioned, declared to subscribe the entire share capital represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1), together with a share premium of six billion four hundred ninety-nine million nine hundred eighty thousand US Dollars (USD 6,499,980,000) to be fully paid up by a contribution in kind of all the issued shares (the "Shares"), of ZIMMER INVESTMENT LUXEMBOURG S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under Luxembourg laws, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Company Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 101.984.

Valuation

The Shares are valued at their fair market value at six billion five hundred million US Dollars (USD 6,500,000,000), such value has been declared by ZIMMER LUXEMBOURG II S.À R.L., aforementioned, by way of a declaration of value (the "Declaration of Value"), dated as of October 28, 2015.

Evidence of the contribution's existence

Evidence of the contribution of the Shares and of their value has been given by the copy of the Declaration of Value which shall remain attached to the present deed.

Effective implementation of the contribution

ZIMMER LUXEMBOURG II S.À R.L., aforementioned, declares that:

- There exists no pre-emption right or any concurrent right on the Shares by virtue of which any person may be entitled to demand that the Shares be transferred to him.
- The Shares are not encumbered in any way or subject to any lien or pledge or usufruct, or right to acquire any pledge or usufruct on the Shares.
- The Shares may freely be used to incorporate the Company and subscribe to the Company's shares.
- The Shares are freely transferable, and this entirely or just a portion of it.
- All formalities in order to duly formalize the transfer of the Shares to the Company and to render it effective anywhere and toward any third party have been made or will be made.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at 7,000.- euro.

Resolutions of the sole shareholder

1. The Company will be managed by the following managers:

Category A managers:

- Jitender Singh SAHNI, born on September 18, 1965, in Agra, India, with professional address at Sulzerallee 8, 8404 Winterthur, Switzerland;

- Agnieszka Anita RAMBUSZEK, born on January 15, 1975, in Zakrzow, Poland, with professional address at Sulzerallee 8, 8404 Winterthur, Switzerland;

Category B managers:

- Virginie Christel DECONINCK, born on October 11, 1976, in Rocourt, Belgium, and residing professionally at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Ruth Elisabeth VON WYL, born on July 21, 1954, in Sarnen, Switzerland, and residing professionally at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company shall be established at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit octobre.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

ZIMMER LUXEMBOURG II S.A R.L., une société à responsabilité limitée organisée selon le droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 101.255,

ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 28 octobre 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec les autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «la Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «la Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 13, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social. L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations.

La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non, sans toutefois offrir ces obligations, titres d'emprunt ou titres de créance au public.

La Société peut en outre octroyer à tout tiers toute sûreté ou garantie pour ses propres dettes ou obligations ou pour les dettes ou obligations de sociétés appartenant au même groupe.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers, utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination sociale. La Société aura la dénomination «ZB INVESTMENT LUXEMBOURG S.A R.L.».

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché du Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de l'/des associé(s) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune, en cas de gérant unique, par simple décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social de la Société est fixé à vingt mille US Dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.

Outre le capital social, un compte de prime d'émission peut être créé dans lequel toute prime payée sur une part sociale est alloué.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société représentée par l'associé unique sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Prime d'émission

La Société doit maintenir un compte de prime d'émission pour les parts sociales de la Société (le «Compte de Réserve de Prime d'Emission») et toute prime payée sur les parts sociales de la Société doit y être inscrite.

Les Associés peuvent également augmenter le montant du Compte de Réserve de Prime d'Emission par un apport ou par incorporation de réserves de la Société pourvu que les associés représentant au moins la moitié du capital social de la Société soient présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que les deux tiers des associés présents ou représentés votent en faveur.

Une telle augmentation peut être effectuée sans l'émission de parts sociales nouvelles tant que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique.

Les montants ainsi enregistrés sur le Compte de Réserve de Prime d'Emission constitueront une réserve librement disponible au seul bénéfice des associés.

6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.4 Participation aux bénéfices

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société conformément à l'article 12 des présents Statuts.

6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chaque associé ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Gérance.

7.1 Nomination et révocation

La Société est gérée par un (1) gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composé de gérant(s) de catégorie A et de catégorie B.

Dès sa nomination, tout gérant autre que le gérant unique devra être désigné par l'associé unique ou les associés comme étant gérant de catégorie A ou de catégorie B. Si la Société ne compte qu'un seul gérant au moment où un second gérant est nommé, l'associé unique ou les associés, devra/ont en plus d'indiquer la catégorie à laquelle appartient ce nouveau gérant, indiquer celle du gérant existant, au cas où celui-ci n'aurait pas déjà été catégorisé comme gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s). Ils sont nommés et susceptibles d'être révoqués ad nutum par le(s) associé(s) de la Société.

7.2 Représentation et signature autorisée

Dans les rapports avec les tiers et en justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers (i) en cas de gérant unique, par la seule signature du gérant unique, (ii) en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B, ou (iii) par la seule signature de tout mandataire ad hoc à qui un tel pouvoir de signature a été délégué conformément au paragraphe suivant, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.3 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale du/des associé(s) relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.4 Procédures

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement lors d'une réunion de ses membres que si au moins la majorité des gérants de la Société, incluant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B, est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion; à condition que cette majorité inclue la voix d'au moins un gérant de catégorie A présent ou représenté à la réunion et celle d'au moins un gérant de catégorie B présent ou représenté à la réunion.

Les gérants désignent parmi eux un Président au début de chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un gérant ou un associé de la Société, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux de la réunion du conseil de gérance de la Société. Le Président a une voix prépondérante en cas de partage des voix.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance en nommant par écrit, fax ou e-mail un autre gérant de même catégorie comme son représentant.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par «conference call» via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

7.5 Responsabilité des gérants

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique sont enregistrées dans un procès-verbal ou prises par écrit. Chaque contrat entre l'associé unique et la Société représentée par l'associé unique sera enregistré dans un procès-verbal ou pris à l'écrit.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par la majorité des voix des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte de chaque décision à prendre et émettra son vote par écrit.

Art. 9 Assemblée générale annuelle des associés. Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq (25), une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre d'associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année, à l'exception toutefois de la première année qui débute à la date de la formation de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net de la Société pour la constitution de la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) en proportion de leur participation dans la Société.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut décider de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes, y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir un bilan intérimaire indiquant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intérimaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société. Le montant distribué ne doit pas excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et du montant des réserves conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le boni net de la liquidation sera distribué à/aux associé(s), selon les mêmes règles de distribution que celles énoncées pour les distributions de dividendes, de manière à atteindre le montant global du résultat économique.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription - Libération

Les Statuts ainsi établis, ZIMMER LUXEMBOURG II S.A R.L., susnommée, déclare souscrire l'entièreté du capital social représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, ensemble avec une prime d'émission de six milliard quatre cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt mille US Dollars (USD 6.499.980.000) entièrement libérées par un apport en nature de l'ensemble des parts sociales (les «Parts Sociales»), de ZIMMER INVESTMENT LUXEMBOURG S.A R.L., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.984.

Evaluation

Les Parts Sociales ont été évaluées à six milliard cinq cent millions US Dollars (USD 6.500.000.000), une telle valeur ayant été déclarée par ZIMMER LUXEMBOURG II S.A R.L., susmentionnée, au moyen d'une déclaration de valeur (la «Déclaration de Valeur»), en date du 28 octobre 2015.

Preuve de l'existence de l'apport

La preuve de l'apport des Parts Sociales et de leur valeur a été donnée par une copie de la Déclaration de Valeur qui restera jointe au présent acte.

Mise en œuvre effective de l'apport

ZIMMER LUXEMBOURG II S.A R.L., susmentionnée, déclare que:

- il n'existe pas de droit de préemption ou tout autre droit concurrent sur les Parts Sociales en vertu duquel toute personne ait droit d'exiger que les Parts Sociales lui soient transférées.

- les Parts Sociales ne sont pas grevées de quelque façon que ce soit par un nantissement, gage, ou usufruit, ou tout autre droit pour acquérir un gage ou un usufruit sur les Parts Sociales.

- les Parts Sociales peuvent être librement utilisées pour constituer la Société et souscrire aux parts sociales de la Société.

- les Parts Sociales sont librement cessibles, en tout ou partie.

- toutes les formalités pour valablement mettre en oeuvre le transfert des Parts Sociales à la Société et pour le rendre effectif en tout lieu et envers tout tiers ont été ou seront accomplies.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ 7.000,- euros.

Décisions de l'associé unique

1. La Société est administrée par les gérants suivants:

Gérants de catégorie A:

- JITENDER SINGH SAHNI, né le 18 septembre 1965, à Agra (Inde) et demeurant professionnellement à Sulzerallee 8, 8404 Winterthur, Suisse;

- AGNIESZKA ANITA RAMBUSZEK, née le 15 janvier 1975, à Zakrzow (Pologne), et demeurant professionnellement à Sulzerallee 8, 8404 Winterthur, Suisse;

Gérants de catégorie B:

- VIRGINIE CHRISTEL DECONINCK née le 11 octobre 1976 à Rocourt (Belgique), et demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- RUTH ELISABETH VON WYL née le 21 juillet 1954 à Sarnen (Switzerland), et demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparants ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdits comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 octobre 2015. Relation: EAC/2015/25170. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015178850/466.

(150198584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

ZB Investment Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 201.115.

Zimmer Investment Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 101.984.

PROJET DE FUSION

du 30 octobre 2015

In the year two thousand and fifteen on the thirtieth day of October.

Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

ZB INVESTMENT LUXEMBOURG S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), incorporated by a deed of Maître Jacques Kessler, notary aforementioned, on October 28, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter, the "Absorbing Company"),

AND

ZIMMER INVESTMENT LUXEMBOURG S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 101.984, incorporated by a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on July 15, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 992 on October 6, 2004, which articles of association have been subsequently amended and for the last time by a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary then residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on January 29, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 733 on April 3, 2009 (hereinafter, the "Absorbed Company");

The Absorbed Company and the Absorbing Company are hereinafter referred to as the "Merging Companies".

The Merging Companies are both represented by Sofia Da Chao, notary's clerk with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4701 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given by the board of managers of the Absorbing Company on October 29, 2015, and the board of managers of the Absorbed Company on October 29, 2015.

Said proxies signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time for registration formalities.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have required the undersigned notary to record the following:

The boards of managers of the Merging Parties have agreed by resolutions taken on October 29, 2015 on the following common draft terms of merger:

Common draft terms of merger

BETWEEN:

ZB INVESTMENT LUXEMBOURG S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), having a share capital of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares having a par value of one US Dollar (USD 1) each (hereafter the "Absorbing Company"), and

ZIMMER INVESTMENT LUXEMBOURG S.À R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 101.984, having a share capital of sixty-six million two hundred seventy-seven thousand sixty-eight US Dollars (USD 66,277,068) represented by thirty-three million one hundred thirty-eight thousand five hundred thirty-four (33,138,534) shares having a par value of two US Dollars (USD 2) each (hereafter the "Absorbed Company").

1) The Merging Companies wish to merge within the meaning of Article 258 and Article 259 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), by the acquisition of the Absorbed Company by the Absorbing Company (the "Merger").

2) Since the Absorbing Company holds all of the shares representing the entire share capital and all of the voting rights of the Absorbed Company, the Merger shall be realized pursuant to the simplified merger procedure as set forth under Article 278 and Article 279 of the Law.

3) Pursuant to provisions of Article 278 of the Law, the present common draft terms of merger will not be subject to (i) an examination and a written report to the shareholders carried out by a qualified auditor and (ii) a detailed written report to be issued by the management bodies of the Merging Companies.

4) The shareholder of the Merging Companies will have, during the month following the publication of the present common draft terms of merger in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, access at the registered office of the Merging Companies to the documents specified in Article 267, paragraph 1) a), b) and c) of the Law, as follows:

a) the present common draft terms of merger;

b) the annual accounts and the management reports of the Absorbed Company for the last three (3) financial years (the Absorbing Company has been incorporated on October 28, 2015 and therefore did not approve any annual accounts yet); and

c) the interim financial statements of the Merging Companies.

A full or partial copy of the documents listed above may be obtained by the shareholders of the Merging Companies upon request and free of charge. Where a shareholder of the Merging Companies has consented to the use by the Merging Companies of electronic means for conveying information, such copies may be provided by electronic mail.

5) Provided that the conditions set forth in Article 279 of the Law are fulfilled, the Merger does not need to be approved by the general meeting of the shareholders of the Merging Companies.

6) For information purposes, the conditions set forth in Article 279 of the Law are listed below:

a) the publication provided for by Article 262 of the Law is made as regards each of the Merging Companies at least one (1) month before the operation takes effect as between the parties;

b) the shareholders of the Absorbing Company are entitled, at least one (1) month before the operation takes effect as between the Merging Companies, to inspect, at the registered office of the Absorbing Company, the documents specified in Article 267, paragraph 1) a), b) and c) of the Law; and

c) one or more shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% of the shares in the subscribed capital are entitled during the period provided for under b) to require that a general meeting of the Absorbing Company be called in order to decide whether to approve the Merger. The meeting must be convened in such a manner so as to be held within one (1) month of the request for it to be held.

7) Considering the foregoing and provided that no extraordinary general meeting of the Absorbing Company's shareholders will be convened in order to decide on the Merger, the Merger shall become effective between the Merging Companies and vis-à-vis third parties as from the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Effective Date") of the notarial certificate referred to in Article 273 (1) of the Law (the "Notarial Certificate"). The Merger shall also be effective for accounting purposes as well as for direct tax purposes as from the Effective Date. The Notarial Certificate, recording that the conditions of Article 279 of the Law are fulfilled, is drawn up and issued by the Luxembourg notary at the request of the Absorbing Company, which request may be formulated at the earliest one (1) month after the date of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the present common draft terms of merger.

8) No increase of share capital of the Absorbing Company will be required as a result of the Merger.

9) In conformity with Articles 274 and 278 of the Law, the Merger will have the following consequences:

a) the universal transfer, which is made at book value, of all the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company, both as among the Merging Companies and vis-à-vis third parties;

b) the Absorbed Company shall cease to exist; and

c) all the issued shares of the Absorbed Company shall be cancelled.

10) The Merging Companies acknowledge and agree that as from the Effective Date, the Absorbing Company will be the sole and full owner of and may dispose over the assets of the Absorbed Company and will assume all of its liabilities, pay off its creditors and execute all ongoing agreements of the Absorbed Company. The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, in rem or in personam, attached thereto.

11) The Absorbed Company undertakes neither to dispose of any assets nor to take any action that could jeopardize the Merger until the Effective Date.

12) The Absorbing Company does not grant special rights to its shareholder or holders of securities, if any.

13) No special advantage is granted to the members of the board of managers, the day-to-day manager or to the statutory auditors of the Merging Parties.

14) The mandates of the managers of the Absorbed Company will be terminated with effect on the Effective Date, and the Absorbing Company, in its capacity as shareholder of the Absorbed Company hereby, will grant discharge to the managers of the Absorbed Company for the performance of their respective mandates until the date hereof.

15) The Absorbing Company will take over and carry out, in particular, the employment contracts concluded with the Absorbed Company's employees, including temporary employment contracts, in accordance with Articles L 127-1 and seq. of the Luxembourg Labor Code relating to transfer of undertakings (transfert d'entreprises). The employees of the Absorbed Company will maintain their work conditions with the Absorbing Company, being noted that the Merging Companies are jointly and severally liable towards the employees of the Absorbed Company.

16) The corporate documents and books of the Absorbed Company will be deposited and conserved within the legally prescribed period at the registered office of the Absorbing Company.

17) These common draft terms of merger are valid as per their approval and execution by the respective boards of managers of the Merging Companies.

18) The Merging Companies undertake to take all necessary actions in order to effect the Merger without delay and to cooperate as far as necessary, in particular by issuing all documents and giving all information required by the undersigned notary and public authorities.

The undersigned notary public hereby certifies the existence and legality of the common draft terms of merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente octobre.

Par-devant le notaire soussigné, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

ZB INVESTMENT LUXEMBOURG S.A R.L., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée par un acte de Maître Jacques Kessler, notaire susmentionné, le 28 octobre 2015, et pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après, la «Société Absorbante»),

ET

ZIMMER INVESTMENT LUXEMBOURG S.A R.L., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.984, constituée par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 15 juillet 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 992, le 6 octobre 2004, dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, le 29 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 733, le 3 avril 2009 (ci-après, la «Société Absorbée»);

La Société Absorbée et la Société Absorbante sont ci-après dénommées les «Sociétés Fusionnantes».

Les Sociétés Fusionnantes sont ici représentées par Sofia Da Chao, clerk de notaire, avec adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4701 Pétange, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu de procurations données par le conseil de gérance de la Société Absorbante le 29 octobre 2015 et par le conseil de gérance de la Société Absorbée le 29 octobre 2015.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Les conseils de gérance des Sociétés Fusionnantes ont établi par résolutions prises le 29 octobre 2015, le projet commun de fusion suivant:

Projet commun de fusion

ENTRE:

ZB INVESTMENT LUXEMBOURG S.A R.L., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant un capital social de vingt mille US Dollars (USD 20.000) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (ci-après la «Société Absorbante»), et

ZIMMER INVESTMENT LUXEMBOURG S.A R.L., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.984, ayant un capital social de soixante-six millions deux cent soixante-dix-sept mille soixante-huit US Dollars (USD 66.277.068) représenté par trente-trois millions cent trente-huit mille cinq cent trente-quatre (33.138.534) parts sociales d'une valeur nominale de 2 US Dollars (USD 2) chacune (ci-après la «Société Absorbée»).

1) Les Sociétés Fusionnantes souhaitent fusionner au sens des articles 258 et 259 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (la «Fusion»).

2) Puisque la Société Absorbante détient toutes les parts sociales représentant l'intégralité du capital social et tous les droits de vote dans la Société Absorbée, la Fusion sera réalisée conformément à la procédure de fusion simplifiée telle qu'indiquée aux articles 278 et 279 de la Loi.

3) Conformément aux dispositions de l'article 278 de la Loi, le présent projet commun de fusion ne sera pas soumis (i) à un examen et un rapport écrit établi par un expert indépendant et destiné aux associés et (ii) à un rapport écrit détaillé établi par les organes de gestion des Sociétés Fusionnantes.

4) L'associé des Sociétés Fusionnantes aura, durant le mois suivant la publication du présent projet commun de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, accès au siège social des Sociétés Fusionnantes, aux documents énumérés à l'article 267, paragraphe 1) a), b) et c) de la Loi, comme suit:

a) le présent projet commun de fusion;

b) les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion de la Société Absorbée pour les trois (3) derniers exercices (la Société Absorbante a été constituée le 28 octobre 2015 et par conséquent, n'a pas encore approuvé de comptes annuels); et

c) les comptes intérimaires des Sociétés Fusionnantes.

Une copie complète ou partielle des documents listés ci-dessus peut être obtenue par les associés des Sociétés Fusionnantes, sur demande et gratuitement. Lorsqu'un associé des Sociétés Fusionnantes a consenti à l'utilisation par les Sociétés Fusionnantes, de moyens électroniques pour la communication des informations, ces copies peuvent être fournies par courrier électronique.

5) A condition que les conditions prévues à l'article 279 de la Loi soient remplies, la Fusion ne requiert pas l'approbation de l'assemblée générale des associés des Sociétés Fusionnantes.

6) A titre d'information, les conditions prévues à l'article 279 de la Loi sont énumérées ci-dessous:

a) la publicité prescrite à l'article 262 de la Loi est faite pour chacune des Sociétés Fusionnantes, au moins un (1) mois avant que l'opération ne prenne effet entre les parties;

b) les associés de la Société Absorbante ont le droit, au moins un (1) mois avant que l'opération ne prenne effet entre les Sociétés Fusionnantes de prendre connaissance, au siège social de la Société Absorbante, des documents indiqués à l'article 267 (1) paragraphes a), b) et c) de la Loi; et

c) un ou plusieurs associés de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% des parts du capital souscrit ont le droit de requérir, pendant le délai prévu sous l'alinéa b), la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

7) Considérant ce qui précède et à condition qu'aucune assemblée générale extraordinaire des associés de la Société Absorbante n'ait été convoquée afin de se prononcer sur la Fusion, la Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes et à l'égard des tiers à partir de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Date d'Effet») du certificat notarié prévu à l'article 273 (1) de la Loi (le «Certificat Notarié»). La Fusion sera effective du point de vue comptable ainsi que du point de vue des impôts directs à partir de la Date d'Effet. Le Certificat Notarié, confirmant que les conditions prévues à l'article 279 de la Loi soient remplies, est établi par le notaire luxembourgeois à la demande de la Société Absorbante, laquelle demande peut être formulée au plus tôt un (1) mois après la date de publication auprès du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du présent projet commun de fusion.

8) Aucune augmentation de capital de la Société Absorbante ne sera nécessaire suite à la Fusion.

9) Conformément aux articles 274 et 278 de la Loi, la Fusion aura les conséquences suivantes:

a) La transmission universelle, qui est faite à la valeur comptable de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, tant entre les Sociétés Fusionnantes qu'à l'égard des tiers;

b) la Société Absorbée cessera d'exister; et

c) toutes les parts sociales de la Société Absorbée seront annulées.

10) Les Sociétés Fusionnantes reconnaissent et conviennent qu'à partir de la Date d'Effet, la Société Absorbante sera l'unique et pleine propriétaire et pourra disposer des actifs de la Société Absorbée et assumera tous les passifs, remboursera les créanciers et exécutera tous les contrats en cours de la Société Absorbée. Les droits et créances compris dans les actifs de la Société Absorbée devront être transférés à la Société Absorbante avec l'ensemble des garanties, in rem ou in personam, s'y attachant.

11) La Société Absorbée s'engage à ne disposer d'aucun actif et à ne prendre aucune mesure pouvant compromettre la Fusion jusqu'à la Date d'Effet.

12) La Société Absorbante ne confère aucun droit spécial à son associé ou porteurs de titres, le cas échéant.

13) Aucun droit spécial n'est accordé aux membres du conseil de gérance, au délégué à la gestion journalière ou aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes.

14) Les mandats des gérants de la Société Absorbée prendront fin avec effet à la Date d'Effet, et la Société Absorbante, en sa qualité d'associé de la Société Absorbée, accordera décharge aux gérants de la Société Absorbée pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à la date du présent acte.

15) La Société Absorbante reprendra et assumera, en particulier, les contrats de travail conclus avec les employés de la Société Absorbée, y compris les contrats de travail temporaire, conformément aux articles L 127-1 et suivants du Code du Travail Luxembourgeois concernant le transfert d'entreprises. Les employés de la Société Absorbée conserveront leurs conditions de travail dans la Société Absorbante, étant noté que les Sociétés Fusionnantes sont conjointement et solidairement responsables envers les employés de la Société Absorbante.

16) Les documents sociaux et livres de la Société Absorbée seront déposés et conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période prescrite par la loi.

17) Ce projet commun de fusion sera valide dès son approbation et sa signature par les conseils de gérance respectifs des Sociétés Fusionnantes.

18) Les Sociétés Fusionnantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin de réaliser la Fusion sans délai et de coopérer autant que nécessaire, en particulier par la délivrance de tous documents et toutes informations exigées par le notaire instrumentant et les autorités publiques.

Le notaire soussigné déclare attester de l'existence et de la légalité du projet commun de fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à la Loi.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé à Pétange, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 novembre 2015. Relation: EAC/2015/25272. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015179466/258.

(150199111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Aerium Capital Management S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 138.692.

—
RECTIFICATIF

Dans l'en-tête de la publication à la page 141459 du Mémorial C n° 2948 du 28 octobre 2015, il y a lieu de corriger comme suit la dénomination de la société:

- a u lieu de: "Aerium Fairfield Capital Management S.A.",

- lire: "Aerium Capital Management S.A."

La même correction doit être apportée dans le sommaire du même Mémorial, à la page 141457.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015179468/14.

Tectum Global Hedge, Fonds Commun de Placement.

In accordance with the terms of article 17 of the management regulations of the Fund, MultiConcept Fund Management S.A. acting as management company of the Fund (the "Management Company") has decided as per 11th December 2012 to liquidate and dissolve the Fund with effect as of 28th February 2013. Also, the Management Company and the custodian bank of the Fund (Credit Suisse (Luxembourg) S.A.) have decided to terminate the management regulations with effect as of 28th February 2013.

The Management Company acting as liquidator of the Fund acknowledged on 30th September 2015 that all liabilities towards third parties known to the Fund have been entirely paid or duly accounted for, that all assets of the Fund have been realized and all final liquidation proceeds have been paid to the shareholders with value date 14th April 2013.

Therefore the Management Company acting as liquidator of the Fund resolved that the liquidation process of the Fund is closed with effect as of 30th September 2015.

As of the closure of the liquidation, the accounts and the books of the Fund will be filed with MultiConcept Fund Management S.A., during a period of five years.

Luxembourg, 5 November 2015.

MultiConcept Fund Management S.A.

The Board of Directors

Référence de publication: 2015179799/755/19.

ABTS Immo, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 195.258.

Saba Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 80.792.

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE VINGT-SIX OCTOBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Pieter ABTS, indépendant, né à Leuven (B) le 20 février 1972, demeurant à 98000 Monaco, «Santa Monica», 6bis, boulevard d'Italie, agissant en sa qualité de mandataire de

1. ABTS IMMO, une société anonyme de droit luxembourgeois au capital social de 350.000 euros dont le siège social est sis à L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 195.258., habilité aux fins des présentes par décision du conseil d'administration en date du 9 octobre 2015, dont une copie restera annexée aux présentes,

dénommée ci-après «la société absorbante», d'une part

2. SABA INVEST S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois au capital social de 250.000 euros dont le siège social est sis à L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 80.792., en sa qualité d'administrateur unique

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part

La société absorbante et la société absorbée sont soumises à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet commun de fusion qui suit

PROJET COMMUN DE FUSION

Le présent projet commun de fusion a pour objet ce qui suit:

Conformément aux articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après dénommée «LSC»), la société

SABA INVEST S.A., établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon,
(ci-après «la Société Absorbée»)

fera apport de tout son actif et de tout son passif, dont notamment les biens immobiliers lui appartenant, à la société ABTS IMMO, établie et ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon
(ci-après «la Société Absorbante»).

- Compte tenu qu'à la date de ce jour, la Société Absorbante est l'actionnaire unique de la Société Absorbée et qu'à la date de fusion elle sera toujours actionnaire dans les mêmes proportions, l'article 278 de la LSC trouve à s'appliquer. Il est décidé de réaliser la fusion purement et simplement moyennant transfert à la Société Absorbante de l'ensemble des actifs et passifs, de la Société Absorbée tels qu'ils résultent de la situation comptable arrêtée au 30 septembre 2015, sans exception ni réserve.

- Conformément à l'article 261 (2) de la LSC:

* tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme transférés à la Société Absorbante avec effet au 31/12/2015.

* Les transactions effectuées par la Société Absorbée seront considérées, d'un point de vue comptable, comme réalisées pour le compte de la Société Absorbante, à compter du 31 décembre 2015. (ci-après la «Date Comptable»).

* La Fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée prendra effet au jour des assemblées générales respectives de la Société Absorbante et de la Société Absorbée. Ceci sans préjudice du fait que les transactions de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable comme effectuées pour le compte de la Société Absorbante à compter de la Date Comptable.

* il n'y a pas de droits spéciaux accordés aux actionnaires de la Société Absorbée, ni aux porteurs de titres autres que les actions, de sorte qu'aucune mesure n'a été proposée à leur égard.

* aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266, aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

- Les assemblées générales extraordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, qui auront à approuver le projet commun de fusion, auront lieu au plus tôt immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

Déclaration

Conformément à l'article 271 de la loi du 10 août 1915, le notaire soussigné certifie la légalité de la présente proposition de fusion.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent aux sociétés à raison du présent acte est évalué à environ EUR 800.-

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite, les dites personnes, connues du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: P. ABTS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34157. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 novembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015178028/72.

(150198217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Avesta Invest Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 198.092.

Technoconsult3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 143.655.

PROJET COMMUN DE FUSION

L'AN DEUX MIL QUINZE, LE VINGT-DEUX OCTOBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Thierry KOHNEN, Administrateur de Sociétés, né le 22 juin 1972 à Verviers, Belgique et demeurant professionnellement au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de

1. AVESTA Invest Europe, une société anonyme de droit luxembourgeois au capital social de 100.000 euros dont le siège social est sis à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 198.092., habilité aux fins des présentes par décision du conseil d'administration en date du 22 octobre 2015, dont une copie restera annexée aux présentes,

dénommée ci-après «la société absorbante», d'une part

2. TECHNOCONSULT3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois au capital social de 31.000 euros dont le siège social est sis à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 143.655., habilité aux fins des présentes par décision du conseil de gérance en date du 22 octobre 2015, dont une copie restera annexée aux présentes,

dénommée ci-après «la société absorbée», d'autre part

La société absorbante et la société absorbée sont soumises à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet commun de fusion qui suit

Projet commun de fusion

Le présent projet commun de fusion a pour objet ce qui suit:

Conformément aux articles 257 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après dénommée «LSC»), la société

TECHNOCONSULT3 S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté,

(ci-après «la Société Absorbée»)

fera apport de tout son actif et de tout son passif, dont notamment les biens immobiliers lui appartenant, à la société AVESTA Invest Europe, établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté,

(ci-après «la Société Absorbante»).

- Compte tenu qu'à la date de ce jour, la Société Absorbante est l'actionnaire unique de la Société Absorbée et qu'à la date de fusion elle sera toujours actionnaire dans les mêmes proportions, l'article 278 de la LSC trouve à s'appliquer. Il est décidé de réaliser la fusion purement et simplement moyennant transfert à la Société Absorbante de l'ensemble des actifs et passifs, de la Société Absorbée tels qu'ils résultent de la situation comptable arrêtée au 30 septembre 2015, sans exception ni réserve.

- Conformément à l'article 261 (2) de la LSC:

* tous les actifs et tous les passifs de la Société Absorbée seront considérés d'un point de vue comptable comme transférés à la Société Absorbante avec effet au 31/12/2015.

* Les transactions effectuées par la Société Absorbée seront considérées, d'un point de vue comptable, comme réalisées pour le compte de la Société Absorbante, à compter du 31 décembre 2015. (ci-après la «Date Comptable»).

* La Fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée prendra effet au jour des assemblées générales respectives de la Société Absorbante et de la Société Absorbée. Ceci sans préjudice du fait que les transactions de la Société Absorbée seront considérées d'un point de vue comptable comme effectuées pour le compte de la Société Absorbante à compte de la Date Comptable.

* il n'y a pas de droits spéciaux accordés aux actionnaires de la Société Absorbée, ni aux porteurs de titres autres que les actions, de sorte qu'aucune mesure n'a été proposée à leur égard.

* aucun avantage particulier ne sera attribué aux experts au sens de l'article 266, aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

- Les assemblées générales extraordinaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, qui auront à approuver le projet commun de fusion, auront lieu au plus tôt immédiatement après l'expiration du délai d'un mois à partir de la publication du présent projet.

Déclaration

Conformément à l'article 271 de la loi du 10 août 1915, le notaire soussigné certifie la légalité de la présente proposition de fusion.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent aux sociétés à raison du présent acte est évalué à environ EUR

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite, les dites personnes, connues du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: T. KOHNEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34159. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 02 novembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015178077/74.

(150198212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Carole Reding Conciergerie s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1423 Howald, 1B, allée Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 201.106.

STATUTS

L'an deux mil quinze, le neuf octobre,

Pardevant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Madame Carole REDING, salariée, née à Luxembourg le 05 janvier 1972, demeurant à L-1423 Howald, 1B, allée Drosbach.

Laquelle comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «CAROLE REDING CONCIERGERIE s.à r.l.».

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune d'Hesperange.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet:

Conception, organisation et coordination de voyages privés ou déplacements professionnels,

Conception, organisation et coordination d'événements culturels et sportifs, de conférences ou de toutes sortes de manifestations publiques ou privées,

Conception, organisation et coordination de formations et de séminaires, etc, Services de conciergerie, secrétariat, re-looking, décoration intérieure, etc,

Gérance immobilière pour compte de tiers,

Tous services et conseils tant aux personnes physiques que morales, en agissant soit elle-même soit par sous-traitance dans les domaines ci-dessus,

En général, tous services pouvant comprendre l'ensemble des activités d'une agence de communication interactive.

De manière générale, la société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières et passer tous actes et prendre toutes dispositions de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août

1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent Euros (Eur 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention de la comparante qu'avant toute activité commerciale de la société présente-ment fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

La comparante reconnaît avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, la comparante déclarent être le bénéficiaire réel de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et toutes souscrites par l'associée unique Madame Carole REDING, préqualifiée.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil quinze.

Assemblée générale

La fondatrice prénommée, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constituée en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-1423 Howald, 1B, allée Drosbach.
- 2) La société sera gérée par une gérante unique: Madame Carole REDING, salariée, née à Luxembourg le 05 janvier 1972, demeurant à L-1423 Howald, 1B, allée Drosbach.
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiée au moyen de sa carte d'identité.

Signé: C. REDING, C. MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/32850. Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 22 octobre 2015.

Référence de publication: 2015178171/108.

(150198136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

R.E.I.T. Chamar Ltd., Société Anonyme.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 34, rue Albert 1er.

R.C.S. Luxembourg B 199.077.

RECTIFICATIF

L'an deux mille quinze, le vingt-six octobre.

Je soussignée Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, déclare et constate le suivant:

Lors de la rédaction de l'acte de constitution de la société anonyme R.E.I.T. CHAMAR Ltd., établie et ayant son siège social à L-1117 Luxembourg, 34, rue Albert 1^{er}, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le

n° B 199.077 (matricule n° 20152210907) reçu par le notaire instrumentaire en date du 28 juillet 2015 (numéro 1876/2015 de son répertoire), enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 juillet 2015, sous la relation EAC/2015/17698, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 5 août 2015, référence de dépôt L150145470,

une erreur s'est immiscée dans les paragraphes suivants, dans la description de l'apport en nature, libellés comme suit:

«Souscription et libération

Toutes les actions sont souscrites par l'actionnaire unique la société anonyme «FRANC AB S.A.», établie et ayant son siège au 20, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 185.373, matricule n° 2014 22 04 399, préqualifiée, comme suit:

Moyennant un apport en nature d'un immeuble de bureaux en copropriété sis à L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr. Charles Marx, inscrit au cadastre comme suit:

Ville de Luxembourg, ancienne commune de Hollerich, section HoA de Hollerich, comme suit:

- numéro cadastral 386/7635, lieu-dit: «Boulevard Dr Charles Marx», place (occupée) - bâtiment à habitation, contenant 4 ares 97 centiares.

a) en propriété privative et exclusive:

- le lot six (6), désignation cadastrale 006 U A 81, soit la cave numéro 6 au sous-sol, faisant dix/millièmes (10/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot treize (13), désignation cadastrale 013 U A 03, soit le grenier numéro 1 au troisième étage, faisant huit/millièmes (8/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot quatorze (14), désignation cadastrale 014 U A 03, soit le grenier numéro 2 au troisième étage, faisant trois/millièmes (3/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot quinze (15), désignation cadastrale 015 U A 03, soit le grenier numéro 3 au troisième étage, faisant quatre/millièmes (4/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot seize (16), désignation cadastrale 016 U A 03, soit le grenier numéro 4 au troisième étage, faisant cinq/millièmes (5/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot dix-sept (17), désignation cadastrale 017 U A 03, soit la mansarde 1 au troisième étage, faisant vingt-quatre/millièmes (24/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot dix-huit (18), désignation cadastrale 018 U A 03, soit la mansarde 2 au troisième étage, faisant vingt-cinq/millièmes (25/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot dix-neuf (19), désignation cadastrale 019 U A 03, soit la mansarde 3 au troisième étage, faisant vingt-cinq/millièmes (25/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot vingt (20), désignation cadastrale 020 U A 03, soit la mansarde 4 au troisième étage, faisant vingt/millièmes (20/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol.

b) en copropriété et indivision forcée:

CENT VINGT-QUATRE/MILLIEMES (124/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol ou terrain sur lequel ledit immeuble a été construit.

Titre de propriété

Les biens et droits immobiliers prédécrits appartiennent à la société anonyme «FRANC AB S.A.», établie et ayant son siège au 20, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 185.373, matricule n° 2014 22 04 399, pour lui avoir été apportés par la société anonyme «SAINT MARTIN INC», avec siège social à Luxembourg, 31, rue Ste Zithe, aux termes d'un acte de constat d'augmentation de capital reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 27 mars 2014, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 23 avril 2014, volume 2624, numéro 48.

Evaluation

L'associé unique déclare évaluer ledit immeuble pour sa valeur vénale à CENT TRENTE-HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-SIX EUROS ET SEIZE CENTS (EUR 138.586,16.-).

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises agréé, «Grant Thornton Lux Audit S.A.», ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch, dont la conclusion est la suivante:

Conclusion:

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie augmenté de la prime d'émission.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Grant Thornton Lux Audit S.A.
Marco CLAUDE
Réviseur d'Entreprises Agréé

Lequel rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le comparant et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis aux formalités de l'enregistrement.»

Ces paragraphes doivent être lus comme suit:

«Souscription et libération

Toutes les actions sont souscrites par l'actionnaire unique la société anonyme «FRANC AB S.A.», établie et ayant son siège au 20, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 185.373, matricule n° 2014 22 04 399, préqualifiée, comme suit:

Moyennant un apport en nature d'un immeuble d'habitation en copropriété sis à L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr. Charles Marx, inscrit au cadastre comme suit:

Ville de Luxembourg, ancienne commune de Hollerich, section HoA de Hollerich, comme suit:

- numéro cadastral 386/7635, lieu-dit: «Boulevard Dr Charles Marx», place (occupée) - bâtiment à habitation, contenant 4 ares 97 centiares.

a) en propriété privative et exclusive:

- le lot six (6), désignation cadastrale 006 U A 81, soit la cave numéro 6 au sous-sol, faisant dix/millièmes (10/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot treize (13), désignation cadastrale 013 U A 03, soit le grenier numéro 1 au troisième étage, faisant huit/millièmes (8/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot quatorze (14), désignation cadastrale 014 U A 03, soit le grenier numéro 2 au troisième étage, faisant trois/millièmes (3/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot quinze (15), désignation cadastrale 015 U A 03, soit le grenier numéro 3 au troisième étage, faisant quatre/millièmes (4/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot seize (16), désignation cadastrale 016 U A 03, soit le grenier numéro 4 au troisième étage, faisant cinq/millièmes (5/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot dix-sept (17), désignation cadastrale 017 U A 03, soit la mansarde 1 au troisième étage, faisant vingtquatre/millièmes (24/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot dix-huit (18), désignation cadastrale 018 U A 03, soit la mansarde 2 au troisième étage, faisant vingt-cinq/millièmes (25/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot dix-neuf (19), désignation cadastrale 019 U A 03, soit la mansarde 3 au troisième étage, faisant vingt-cinq/millièmes (25/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol;

- le lot vingt (20), désignation cadastrale 020 U A 03, soit la mansarde 4 au troisième étage, faisant vingt/millièmes (20/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol.

b) en copropriété et indivision forcée:

CENT VINGT-QUATRE/MILLIEMES (124/1000) des parties communes de l'immeuble, y compris le sol ou terrain sur lequel ledit immeuble a été construit.

Titre de propriété

Les biens et droits immobiliers prédécrits appartiennent à la société anonyme «FRANC AB S.A.», établie et ayant son siège au 20, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 185.373, matricule n° 2014 22 04 399, pour lui avoir été apportés par la société anonyme «SAINT MARTIN INC», avec siège social à Luxembourg, 31, rue Ste Zithe, aux termes d'un acte de constat d'augmentation de capital reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette en date du 27 mars 2014, transcrit au premier bureau des hypothèques à Luxembourg le 23 avril 2014, volume 2624, numéro 48.

Evaluation

L'associé unique déclare évaluer ledit immeuble pour sa valeur vénale à CENT TRENTE-HUIT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-SIX EUROS ET SEIZE CENTS (EUR 138.586,16.-).

Cet apport fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises agréé, «Grant Thornton Lux Audit S.A.», ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89A, rue Pafébruch, dont la conclusion est la suivante:

Conclusion:

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie augmenté de la prime d'émission.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Grant Thornton Lux Audit S.A.
 Marco CLAUDE
Réviseur d'Entreprises Agréé

Lequel rapport, après avoir été signé «ne varietur» par le comparant et par le notaire instrumentant, demeurera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis aux formalités de l'enregistrement.

Ledit immeuble est destiné exclusivement à des fins d'habitation.»

Toutes les autres clauses et conditions de l'acte de constitution de société précité restent inchangées et mention de la présente rectification sera faite partout où besoin en sera.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24854. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 29 octobre 2015.

Référence de publication: 2015178681/135.

(150198634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

QS Direct SI 2 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.553.

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of October.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (hereafter referred to as the Meeting) of QS Direct SI 2 S.C.A. SICAR (hereafter referred to as the Company), a corporate partnership limited by shares, having its registered office at 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, incorporated by a notarial deed on 13 December, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 308 dated 15 February 2011 and whose articles of association (the Articles) have not been amended since.

Mr Saïd Amzil, whose professional address is in Luxembourg, acted as Chairman of the meeting with the consent of the meeting.

The Chairman appointed Mr Bertrand Hayek, whose professional address is in Luxembourg, to act as Secretary.

The meeting elected Mr Cihad Korkmaz, whose professional address is in Luxembourg, to act as Scrutineer.

These appointments having been made, the Chairman declared that:

The names of the shareholders present at the meeting or represented at the meeting by proxies (together the Appearing Shareholders) and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list, signed by or on behalf of the Appearing Shareholders, the Notary, the Chairman, Scrutineer and Secretary, together with the proxy forms, signed ne varietur by the shareholders represented at the meeting by proxyholders, the Notary and the Chairman, Scrutineer and Secretary, shall remain annexed to the present deed and shall be registered with it.

The attendance list shows that shareholders holding seventy-four million five hundred and seventy-eight thousand nine hundred and eighty (74,578,980) shares representing sixty-three point twenty-one percent (63.21%) of the share capital of the Company, are present at the meeting or represented at the meeting by proxies. All the Appearing Shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities. The meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Restatement of the articles of association of the Company (the Articles) to comply with the law implementing the Alternative Investment Fund Managers Directive (in particular articles 6, 8, 13.1 and 16);
2. Deletion of the French version of the Articles.

After due and careful deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

The meeting decides to restate the Articles to comply with the law implementing the Alternative Investment Fund Managers Directive (in particular articles 6, 8, 13.1 and 16);

Consequently the Articles shall read as follows:

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) with variable capital qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) under the name of QS Direct SI 2 S.C.A., SICAR (the "Company").

The Company shall be governed by the law of 15 June 2004 concerning the société d'investissement en capital à risque (SICAR), as amended (the "2004 Law").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner (as defined under Article 15 below). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Term of the Company. The Company was incorporated for a limited period of ten years as from the First Closing Date (as defined in the confidential prospectus of the Company, the "Prospectus") as determined by the General Partner and in accordance with the provisions of the Prospectus. This term may be extended at the sole discretion of the General Partner and the Shareholders for up to two consecutive one-year periods in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the present articles of association (the "Articles") as provided under Article 26 below.

The Company shall be automatically dissolved at the expiry of its term, after giving effect for extensions, if any.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the investment of the funds available to it, directly or indirectly, in securities and other assets representing risk capital within the broadest meaning permitted under Article 1 of the 2004 Law and any other applicable CSSF circulars in order to provide its Investors with the benefit of the result of its assets in consideration of the risk which they incur, however, there is no assurance that the Company's objectives will be achieved or that there will be any return of capital.

The Company may contract any form of borrowings and issue bonds, debentures and any other debt instruments.

Furthermore, the Company may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2004 Law and any other applicable circulars.

Art. 5. Liability. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The holders of Class A Shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their commitment to the Company.

Art. 6. Determination of the investment objectives. In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the Company's investment objectives, strategies, policies and risks, including (i) how the Company's assets may be invested and in which assets the Company may invest and (ii) any applicable investment limits and restrictions, shall be freely determined from time to time by the General Partner and/or the Company's alternative investment fund manager, to the extent that such investment objectives, strategies, policies and risks comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to Investors, information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 30 of these Articles it being understood that availability or disclosure of any information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

Art. 7. Share Capital.

(a) The share capital of the Company shall be represented by shares (the “Shares”) of no nominal value and shall at all times be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a société d’investissement en capital à risque (SICAR) under Luxembourg law, is the US Dollar equivalent of one million Euros (EUR 1,000,000). The General Partner acting on behalf of the Company has full discretion to organise the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown as further disclosed in the Prospectus.

(b) The share capital of the Company shall be represented by the following classes (the “Classes”) of Shares:

(i) “General Partner Share”: the Share subscribed at the time of incorporation of the Company by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) “Class A Shares”: a class of Shares issued to limited Shareholders (actionnaires commanditaires) of the Company in accordance with the provisions of the Prospectus;

(iii) “Class C Shares”: a class of Shares reserved for persons who have substantially contributed to the creation, fundraising, or investment sourcing of the Company, and for any other person designated by the General Partner.

(iv) “Class D Shares”: a class of Shares issued in the event of default of payment by a Shareholder of amounts owed following a Drawdown Notice in accordance with the provisions of Article 6.4.3 of the Prospectus. The Class D Shares are non transferable.

The General Partner may create additional classes of Shares in accordance with the provisions and subject to the requirements of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”).

(c) The Company is incorporated with a fully subscribed capital of forty-five thousand (45,000) US Dollars, consisting of one (1) General Partner Share with no nominal value and ten thousand (10,000) Class C Shares with no nominal value.

Art. 8. Shares.

(a) Shares in the Company are exclusively restricted to eligible investors who qualify as “Eligible Investors” within the meaning of article 2 of the 2004 Law, i.e. any institutional investor, professional investor or any other investor who confirmed in writing that it/he/she adheres to the status of well-informed investor and who either (i) invests or commits to invest in US Dollars a minimum equivalent to one hundred and twenty-five thousand Euros (€ 125,000) in the Company, or (ii) has obtained an assessment made by a credit institution, within the meaning of Directive 2006/48/EC, an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC or any other regulated entity authorised under the 2004 Law for the purpose of certifying its/his/her expertise, its/his/her experience and its/his/her knowledge in adequately appraising an investment in risk capital (a “Well-informed Investor”) within the meaning of the 2004 Law.

(b) Shares shall be issued in registered form only.

The inscription of the Shareholder’s name in the Register of Shareholders (as defined below) evidences its right of ownership of such Shares. Share certificates in registered form may be issued upon request of the Shareholders and shall be signed by the General Partner. Such signature may be either manual or printed, or by facsimile. If Share certificates are issued and a Shareholder desires that more than one Share certificate be issued for his Shares, the cost of such additional certificates may be charged to such Shareholder.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders (the “Register of Shareholders”), which shall be kept by the Registrar and Transfer Agent. The Register of Shareholders shall contain the name of each Shareholder, its/his/her residence, registered office or elected domicile, the number and Class of Shares it/he/she owns, the amount paid in on each such Share and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, it may treat the information contained in the Register of Shareholders as accurate and up to date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking references for the making of any payments.

(c) If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his Share certificate has been mislaid, lost, stolen or destroyed, then, at its/his/her request, a duplicate certificate may be issued under such conditions as the Company may determine subject to applicable provisions of the law. At the issuance of the new Share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original Share certificate in place of which the new one has been issued shall become void. Severely damaged Share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The severely damaged certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately. The Company may, at its election, charge the Shareholder for the costs of a duplicate or for a new certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the old certificate.

(d) Fractional Shares may be issued up to three places after the decimal and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, except to the extent that their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

(e) Each Share grants the right to one vote at the general meeting of Shareholders and at separate Class meetings of the holders of Shares of each of the Classes.

(f) The Company only recognizes one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such

Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

(g) Each Shareholder will have first accepted and signed a subscription agreement (the “Subscription Agreement”) wherein it irrevocably commits to make all payments for the entire amount of its commitment.

Art. 9. Transfer of Shares.

9.1. Transferability

(a) Any sale, assignment, transfer, exchange, contribution, pledge, charge, capital gains sharing agreement, other disposition or deemed disposition, encumbrance, or universal transfer of assets and liabilities, in any form whatsoever, by a Shareholder of all or any part of any Shares; and any sale or transfer of any financial instrument, contract or right, such as right of usufruct or option right, the value of which is determined in whole or in part by reference to all or any part of any Share (a “Transfer”) may only take place with the prior written approval of the General Partner and in accordance with applicable law and these Articles.

(b) Any Share Transfer made in breach of the provisions of this Article 9 shall be null and void and of no force or effect against the Company and the Shareholders. Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the Register of Shareholders and, until remedied, all the rights and obligations attached to the Shares will be exercised and enforced by the transferor holding the Shares in question, without prejudice to any liability it may incur with respect to the Company or to the other Shareholders.

The Company will restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any person not meeting the conditions of Eligible Investor as defined in Article 8 above.

For this purpose the Company will:

(i) refuse to register the transfer of Shares where it appears that this transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Share to any person not meeting the conditions of Eligible Investor;

(ii) proceed with the enforced redemption of all or some of the Shares if it appears that a person does not meet the conditions of Eligible Investor.

9.2. Transfer of the General Partner Share

The General Partner Share held by the General Partner is not transferable to any person without the prior approval of the Luxembourg supervisory authority and the consent given at a general meeting of Shareholders in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of these Articles as provided under Article 26 below.

9.3. Transfer of Class A and Class C Shares

9.3.1. Notice of the Transfer

a) Any Shareholder planning to transfer Class A and Class C Shares (a “Planned Transfer”) to another Shareholder or to a third party must notify the General Partner of this Planned Transfer by registered letter with acknowledgement of receipt (the “Transfer Notice”).

b) The Transfer Notice must include the following information in order to be taken into account under the provisions of this article:

(i) the number of Class A and Class C Shares the Transfer of which is planned (the “Transferred Shares”),

(ii) the price at which the transferee proposes to purchase the Transferred Shares,

(iii) the company’s name, postal address and tax domicile of the transferor and of the transferee.

9.3.2. Unrestricted Transfers

The following Transfers of Class A and Class C Shares by a Shareholder shall be unrestricted; unless otherwise stated below and provided that the transferor sends a Transfer Notice to the General Partner at the latest fifteen (15) days prior to the date planned for the Transfer:

a) in the event the relevant Shareholder is not an investment fund, a Transfer by the Shareholder:

(i) to an Affiliate of this Shareholder, or

(ii) to an investment fund managed by this Shareholder or by an Affiliate (defined as any body corporate or other entity which in relation to the person concerned is a holding company or a subsidiary of that holding company or a subsidiary. An entity is a holding company of another entity if it holds the majority of the voting rights and is a subsidiary of another company if that other company holds a majority of the voting rights in its shares).

b) in the event that the relevant Shareholder is an investment fund, a Transfer by the Shareholder:

(i) to its management company, or

(ii) to any investment vehicle which is managed by its management company or by an Affiliate of its management company (the entities referred to in (b)(i) and (b)(ii) are defined as “Affiliated Entities”).

(iii) The General Partner shall however have the right to prohibit any Transfer which the General Partner reasonably believes would have the effect of creating a regulatory and/or tax problem for the Company, the General Partner or their Associates.

If there are at least two (2) successive Transfers of the same Shares to Affiliates or to Affiliated Entities, each Transfer after the first Transfer shall only be unrestricted if the proposed transferee is an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor in the first Transfer.

In any Transfer to an Affiliate or to an Affiliated Entity, if, at any time whatsoever, the transferee in question ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, then the transferee must, if the General Partner so requests of it, transfer all the Shares which had been transferred to it back to the transferor as soon as possible.

9.3.3 Approval

a) Prior written approval of the Class A or Class C Share Transfer - In order to maintain the unity of the Company's Shareholders, it is agreed that Class A or Class C Shares cannot be the subject of a Transfer by their holders to any person, whether or not a Shareholder, without the prior written approval of the General Partner.

b) Exceptions - The Class A or Class C Shares may be the subject of a Transfer, without having to be first approved by the General Partner in the event of an unrestricted transfer referred to in Article 9.3.2.

c) Decision of the General Partner - The decision of the General Partner whether to give its approval is notified to the transferor. Failing notice of a decision within fifteen (15) days following the date of the Transfer Notice shall be deemed a refusal to give approval. The decision does not have to be reasoned.

d) Completion of an approved Transfer - In the event that a Planned Transfer is approved under the conditions provided for above, the transferor having notified it must make the approved Transfer, strictly in the terms and within the period specified in the approval, or, if no period was specified, within sixty (60) days following the date of the approval notice. Should the transferor fail to complete the Transfer within this period, it must again, prior to any Class A or Class C Share Transfer, comply with the provisions of these Articles.

Should it happen that the transferor is unable to complete, within this period, the Transfer planned and approved under the conditions provided for above, neither the Company nor any of the Shareholders shall be bound to redeem the Shares in question nor shall either have to indemnify the transferor in any manner whatsoever, nor shall the General Partner approve any other Planned Transfer notified by the transferor subsequently.

9.3.4 Compensation

The General Partner shall be reimbursed by the transferor for all costs incurred with respect to a Transfer. The General Partner may also receive compensation from the transferor, negotiated by mutual consent, if the transferor requires its assistance in seeking a transferee for its Shares.

9.3.5 Miscellaneous

In the event that a Transfer is effected before all drawdowns (if applicable) have been called, the obligations in respect of the undrawn commitment under the Subscription Agreement entered into by the transferor shall be transferred by the transferor together with the said shares. Therefore, after the procedures above have been completed, the transferee shall become the owner of the Shares it wishes to acquire only if the transferee has executed a transfer agreement under which terms the transferee shall irrevocably undertake to assume all outstanding obligations of the transferor under the Subscription Agreement entered into by the transferor.

Art. 10. Issue of Shares. Each prospective Shareholder shall be asked to commit to subscribe for Class A Shares on one or more dates or periods as determined by the General Partner and which shall be indicated and more fully described in the Prospectus.

Payments for subscriptions to Class A Shares shall be made in whole or in part on the dates described in the Prospectus. The form of payment in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus and the Subscription Agreement signed by the Shareholder.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from a réviseur d'entreprises agréé and provided that such securities or other assets comply with the investment objectives and strategy of the Company.

Art. 11. Redemption or Acquisition of Shares. The Company is a closed-ended company and thus unilateral redemption requests by Shareholders may not be accepted by the Company.

Nonetheless, the General Partner may proceed with a transfer or a compulsory redemption or acquisition of the Shares (excluding the General Partner Share) if a Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of Article 8 of these Articles. Such transfer or compulsory redemption or acquisition shall be made under the conditions set forth in Article 12 of these Articles of Association and shall be applicable to the exclusion of a Shareholder in the event of Default of Payment.

The Company may also redeem or acquire Shares in the event of default of payment by a Shareholder under the conditions provided for in Article 12 of these Articles and within the conditions set forth under the 1915 law.

The Company may redeem or acquire Shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Company.

Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled or held by the Company in a treasury account, as may be resolved from time to time by the General Partner.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who agrees, in specie (in kind) by allocating to the Shareholder assets from the portfolio of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudice to the interests of the other Shareholders of the Company and the valuation used shall be confirmed by a special report of the approved statutory auditor of the Company. The specific costs for such redemptions in specie (in kind), in particular the costs of the special audit report, shall be borne by the Shareholder or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in specie (in kind) is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

The Company may acquire its own Shares at a price which shall be calculated in accordance with the provisions set forth under Article 12 hereof.

Art. 12. Delays or Defaults in Payment.

12.1. Definition of Default

If any Shareholder fails to pay, in whole or in part, the Amount Due on or before the Payment Date, the General Partner may, at any time thereafter, send a letter notifying such failure and demanding payment (the “Defaulting Letter”) to such Shareholder.

12.2. Consequences for Shareholders as from the Payment Date

Interest shall accrue on the Amount Due automatically and without any formality whatsoever being necessary, calculated pro rata temporis on the basis of the LIBOR one year rate (established on the Payment Date) increased by 800 basis points for the period as from Payment Date up to the date payment is received by the Company or the General Partner (the “Accrued Interest”).

Furthermore, the General Partner shall have the right to determine in its sole discretion:

(a) that the Shareholder which has defaulted on its payment shall not be entitled to receive any distributions from the Company of any kind whatsoever; and/or

(b) that whenever the vote, consent, or decision of a Shareholder is required or permitted pursuant to this Prospectus or the Articles, the exercise of voting rights attached to all the shares held by the Defaulting Shareholders (the “Relevant Shares”) shall be suspended being understood that the Commitments of such Defaulting Shareholders shall not be included as part of the Total Commitments for any Shareholders’ vote purposes.

12.3. Remedy before Default Date

The Shareholder may remedy its default by paying, prior to the date indicated in the Defaulting Letter to remedy the default, which shall not be less than twenty (20) Business Days after the date on which the Defaulting Letter was sent (the “Default Date”), the Amount Due and the Accrued Interest (the “Remedy Date”)

In such case, such Shareholder shall recover:

(a) its right to receive distributions, including any distributions which took place between the Payment Date and the Remedy Date; and

(b) its voting right, it being specified that (i) the Shareholder shall not recover the right to participate in any vote, consent or decision which took place between the Payment Date and the Remedy Date and (ii) any vote, consent or decision which took place between the Payment Date and the Remedy Date shall not be considered as null or void on the basis that such Shareholder did not participate to such vote, consent or decision.

12.4. Consequences for Shareholders as from the Default Date

For the avoidance of doubt, (i) the Accrued Interest will continue to accrue on any unpaid Amount Due, and (ii) such Defaulting Shareholder shall remain liable for the payment of any and all Further Drawdowns made by the General Partner unless otherwise decided, in its sole discretion, by the General Partner in the case the General Partner exercises one and/or several of the remedies provided in this Article 12.4.

In addition to the foregoing, no right, power or remedy conferred upon the General Partner in this Article 12.4 shall be exclusive, and each such right, power or remedy shall be cumulative and in addition to every other right, power or remedy whether conferred in this Article 12.4 or now or hereafter available at law or in equity or by statute or otherwise. No course of dealing between the General Partner and any Defaulting Shareholder and no delay in exercising or partial exercise of any right, power or remedy conferred in this Article 12.4 or now or hereafter existing at law or in equity, by statute or otherwise shall operate as a waiver or otherwise prejudice any such right, power or remedy at any time as from the Default Date. The General Partner shall have the right (but shall not be required) to exercise one or more of the rights described in the Article 12.4.1 to 12.4.3 below separately, subsequently, collectively or as a single action or as several separate actions:

12.4.1. Exclusion by Compulsory Redemption of Shares by the Company

(a) The General Partner may decide that all or part of the Relevant Shares shall be redeemed by the Company at a purchase price determined in accordance with Article 12.5 hereof (a “Compulsory Redemption”). All or part of the Relevant Shares will either be cancelled thereupon or partially or totally transferred to one or more purchasers, including the General Partner, any of its Affiliates, the other non defaulting Shareholders or any third party indicated by the General Partner (the “Purchaser”).

(b) The General Partner shall convene an extraordinary general meeting (“EGM”) in order to vote on the Compulsory Redemption of all or part of the Relevant Shares and the full or partial exclusion of the Defaulting Shareholder. Any resolution of an EGM in this respect must be passed by a simple majority of the votes cast at the meeting, without any quorum requirement, and with the consent of the General Partner. The Shareholders hereby give, until the end of the Term, an irrevocable proxy to the General Partner to vote in favour of the full or partial exclusion of the Defaulting Shareholder at any and all such EGMs held for the purpose of voting for the Compulsory Redemption and the full or partial exclusion of such Defaulting Shareholder.

12.4.2. Purchase Option

(a) An irrevocable undertaking to Sell Shares

Each Shareholder irrevocably agrees to sell all of the Relevant Shares to the General Partner or any party who may be substituted in the place of the General Partner as designated by the General Partner (the “Purchase Option”), subject to the terms and the conditions provided herein, if the Shareholder has not paid the Amount Due as well as the Accrued Interest on or prior to the Default Date.

The General Partner accepts this Purchase Option as a unilateral irrevocable undertaking to sell on the part of the Shareholder with no obligation to purchase on the part of the General Partner and the General Partner reserves the right to exercise such Purchase Option.

Each Shareholder is bound by the Purchase Option until the closure of the liquidation of the Company. Such Purchase Option granted to the General Partner as an irrevocable right may be exercised at any time as from any Default Date, until the closure of the liquidation of the Company.

(b) Substitution

A non-defaulting Shareholder or any third party designated by the General Partner may be substituted for the General Partner in the General Partner’s rights arising from Articles 12.4.2(a) to 12.4.2(d) herein at the time of the exercise of the Purchase Option or at any time before the transfer of all or part of the Relevant Shares.

(c) Exercising the Purchase Option

The General Partner shall have the right to exercise the Purchase Option as of the Default Date in the event that a Shareholder has not paid the Amount Due as well as the Accrued Interest on or prior to the Default Date.

The General Partner shall notify the Defaulting Shareholder of the exercise of the Purchase Option and of its intent to purchase all or part of the Relevant Shares by any written means (the “Call Notice”). The General Partner will indicate in the Call Notice the number of Relevant Shares which will be purchased. The price at which the Purchase Option will be exercised shall be determined in accordance with Article 12.5 hereof.

(d) Breach by the Defaulting Shareholder

In the event that the General Partner or any party who has been substituted in the place of the General Partner, as the case may be, notifies the exercise of the Purchase Option to the Defaulting Shareholder in accordance with the terms and conditions set out above, and the Defaulting Shareholder does not perform its obligations to transfer all or part of the Relevant Shares in accordance with the terms and conditions set out above or does or fails to do anything that prevents such transfer, the General Partner or any party who has been substituted in the place of the General Partner, as the case may be, may pay the Purchase Price as defined under Article 12.5 hereof, into an escrow account held by the Custodian or any other entity as designated by the General Partner. In this case, the presentation of a copy of the Call Notice and the escrow agreement shall be deemed to constitute a transfer order and shall cause the Company to enter the transfer in the relevant Register of Shareholders and make such revisions as may be necessary to reflect the transfer and change in Shareholders.

The Purchase Price paid into the escrow account shall be paid to the Defaulting Shareholder as soon as practicable following the transfer of all or part of the Relevant Shares in accordance with the terms and conditions set out above.

12.4.3. Compulsory Conversion of Shares

The General Partner may also decide to compulsorily convert all or part of the Relevant Shares into Class D Shares (the “Conversion into Class D Shares”). All or part of the Relevant Shares will be converted into a number of Class D Shares equal to 10% of the number of Relevant Shares to be converted into Class D Shares.

Except the D Share Payment as provided in Article 12.5, the Class D Shares will not be entitled to any distribution from the Company. After the Conversion into Class D Shares as described above, the Defaulting Shareholder may be released by the General Partner from any obligation to pay any future Further Drawdowns.

The General Partner is irrevocably authorised to proceed to the conversion of the Relevant Shares into Class D Shares pursuant to the provisions above and proceed to such inscriptions in the register of the Company as appropriate.

12.5. Purchase Price

In the event the General Partner decides to proceed with a Compulsory Redemption or exercise the Purchase Option, such redemption or purchase shall occur at a price (the “Purchase Price”) equal to:

(a) US\$1 provided that: on the date of the redemption or purchase, the total amount of the Commitments drawdown by the General Partner is less than or equal to 15% of the Total Commitments.

(b) the lesser of (i) 30% of the Net Paid-Up Amount on the day on which the Relevant Shares are transferred or (ii) 30% of the Net Asset Value of the Relevant Shares on the day on which the Relevant Shares are transferred, or (iii) US\$1 per Share if the Net Paid-Up Amount or the Net Asset Value per Share referred to in (i) or (ii) is a negative amount provided that: on the date of the redemption or purchase, the total amount of the Commitments drawdown by the General Partner is comprised between 15% and 50% of the Total Commitment.

(c) the lesser of (i) 50% of the Net Paid-Up Amount on the day on which the Relevant Shares are transferred or (ii) 50% of the Net Asset Value of the Relevant Shares on the day on which the Relevant Shares are transferred, or (iii) US\$1 if the Net Paid-Up Amount or the Net Asset Value per Share referred to in (i) or (ii) is a negative amount provided that: as of the date the Call Notice is sent to the Defaulting Shareholder, the total amount of the Commitments drawdown by the General Partner is greater than 50 % of the Total Commitments.

Notwithstanding the Purchase Prices provided in sub-clauses (a) to (c) above, the General Partner may at its sole discretion propose a higher price if it is in the interest of the Company.

In the event the General Partner decides to proceed with a Conversion into D Shares, the Class D Shares will only be entitled to receive distribution for an amount equal to the Net Paid-Up Amount corresponding to the Relevant Shares converted into Class D Shares (the “D Share Payment”).

The General Partner shall deduct the Accrued Interest incurred until the date of payment of the Purchase Price or the D Share Payment, as the case may be, from the Purchase Price or the D Share Payment, as the case may be.

In addition, the General Partner shall also deduct the following amounts (collectively referred to as “Default Expenses”) from the Purchase Price or the D Share Payment, as the case may be:

(a) any costs or expenses (including any taxes and legal fees) incurred by the Company, the General Partner or their Affiliates due to the Defaulting Shareholder’s failure to pay the Amount Due and the Accrued Interest; and

(b) any costs (including interest) incurred directly or indirectly as a result of any borrowings entered into by the Company to cover any shortfall as a result of the actions of the Defaulting Shareholder; and

(c) in the event of a Compulsory Redemption or Conversion into D Shares, an amount equal to the Defaulting Shareholder’s pro rata share of the Management Fee and any other expenses referred to in Article 10 of the Prospectus which would have been payable by the Defaulting Shareholder over the life of the Company, had the default not occurred.

Once the General Partner has deducted the Accrued Interest and the Default Expenses from the Purchase Price or the D Share Payment, as the case may be, the Defaulting Shareholder shall receive the balance, if any, of the Purchase Price or the D Share Payment, as the case may be.

Notwithstanding the foregoing, in the event of a Compulsory Redemption or Conversion into D Shares, such balance amount shall only be payable to the Defaulting Shareholder during the liquidation period of the Company after all other non-defaulting Shareholders have received full repayment of their Paid-Up Amount and payment of the Preferred Return according to Article 8 of the Prospectus.

If the Accrued Interest and the Default Expenses exceed the Purchase Price or the D Share Payment, as the case may be, the difference shall be owed by the Defaulting Shareholder to the Company.

12.6. Transfer of Ownership of the Relevant Shares

The Shareholder represents and warrants that in the event of a Compulsory Redemption or a Purchase Option, the Relevant Shares will be redeemed or purchased free of any rights, encumbrances and liens and with full possession.

The General Partner shall be constituted the agent for the redemption, transfer, or conversion of the Relevant Shares and each of the Shareholders hereby irrevocably appoints, until the end of the Term, the General Partner as their true and lawful attorney (mandataire) to execute any documents required in connection with such redemption, transfer or conversion if they shall become a Defaulting Shareholder. Each such Shareholder undertakes to ratify whatever the General Partner shall lawfully do pursuant to such power of attorney and to keep the General Partner indemnified against any claims, costs and expenses which the General Partner may suffer as a result thereof.

The Defaulting Shareholder undertakes to do all such acts and things, carry out all formalities, and, in particular, execute and deliver all required deeds, acts and documents, and perform all obligations arising thereunder, as may be necessary to give effect to the transfer of the Relevant Shares in particular against third party.

The Company shall make such revisions to the Register of Shareholders as may be necessary to reflect the change in Shareholders.

12.7. General

For the avoidance of doubt, the Company and the General Partner shall have the right to issue Further Drawdowns to non-defaulting Shareholders as necessary to make up for the shortfall due to the default of the Defaulting Shareholder up to the Commitment of each Shareholder.

12.8. Preservation of Rights

When the General Partner exercises a particular right under Article 12, it shall not be prevented from subsequently exercising such right under Article 12 and/or any other right at any time.

The rights herein are stipulated in favor of the General Partner and the General Partner in its sole discretion acting in good faith may waive any of such rights without prejudice to any other rights.

Each Shareholder acknowledges that the non-performance of its obligations arising under this Article cannot be adequately redressed by monetary damages alone, and, consequently, recognizes the right to seek enforcement of the terms hereof.

Art. 13. Calculation of the Net Asset Value. In order to determine the Net Asset Value of the Shares, the Company Assets will be valued by the Administrative Agent under the prime responsibility of the alternative investment fund manager according to criteria, which comply with the international private equity and venture capital valuation (IPEV) guidelines developed by the Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC), the British Venture Capital Association (BVCA) and the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA). The value of the Company Assets is based on the fair market value estimated in good faith.

The Net Asset Value per Share of each Share Class will be determined in respect of any Valuation Date in the currency of the relevant Class and will be calculated by dividing the value of the net assets of the Company attributable to such Share Class by the number of Shares in issue of that Share Class.

The values expressed in a currency other than the reference currency of the Company will be converted at the applicable exchange rate in Luxembourg on the relevant Valuation Date.

The valuation of the portfolio shall be submitted to the approved statutory Auditor by the General Partner no less than twice a year prior to determination of the Net Asset Value of the Shares.

13.1. Unlisted Investments and Investments listed on a market which is not a Financial Instruments Market

These Investments will be valued at fair value in accordance with the Guidelines:

(a) During the period starting on the date of completion of the Investment by the Company and ending at most twelve months after completion of the Investment by the Company, fair value will be determined in accordance with the price of recent investment methodology.

In applying the price of recent investment methodology, the General Partner will use the cost of the Investment itself or the price at which a significant amount of new Investment into the Portfolio Company was made to estimate the fair value of the Investment. The alternative investment fund manager or General Partner will in any case assess whether changes or events subsequent to the relevant transaction would imply a positive or negative change in the Investment's fair value.

The Investment's fair value will be reduced in situations including, but not limited to, the following events:

(i) the performance and/or prospects of the Portfolio Companies are significantly below the expectations on which the Investment was based. Prima facie indicators of this include a failure to meet significant milestones or to service financial instruments, breaches of covenants and a deterioration in the level of budgeted or forecast performance;

(ii) there has been a significant adverse change either in the Portfolio Company's business or in the technological, market, economic, legal or regulatory environment in which the Portfolio Company operates;

(iii) market conditions have deteriorated. This may be indicated by a fall in the share prices of listed businesses operating in the same or related sectors; or

(iv) the Portfolio Company is raising money and there is evidence that the financing will be made under significantly different terms and conditions from the original Investment.

(b) Thereafter, fair value will be determined in accordance with the earnings multiple methodology or such other method allowed under the Guidelines.

In applying the earnings multiple methodology to estimate the fair value of an Investment, the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner will:

(i) apply a multiple that is appropriate and reasonable (given the risk profile and earnings growth prospects of the underlying company) to the maintainable earnings of the Portfolio Company;

(ii) adjust the amount derived in (i) above for surplus assets or excess liabilities and other relevant factors to derive an enterprise value for the Portfolio Company;

(iii) deduct from the enterprise value all amounts relating to financial instruments ranking ahead of the highest ranking instruments of the Company in a liquidation and taking into account the effect of any instrument that may dilute the Investment in order to derive the gross attributable enterprise value;

(iv) apply an appropriate marketability discount to the gross attributable enterprise value derived in (iii) above in order to derive the net attributable enterprise value; and

(v) apportion the net attributable enterprise value appropriately between the relevant financial instruments.

In determining the marketability discount appropriate in a particular situation, the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner will consider all the relevant factors. A discount in the range of 10% to 30% (in steps of 5%) will generally be used in practice, depending on the particular circumstances.

(c) Where realisation of an Investment or its flotation of the Portfolio Company is imminent, and the pricing of the relevant transaction has been substantially agreed upon, the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner will use the discounted cash flows (from the Investment) methodology.

In addition, the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner may use the discounted cash flows (from the Investment) methodology as a verification of values produced using other methodologies.

In using the discounted cash flows (from the Investment) methodology to estimate the fair value of an Investment, the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner will derive the current value of the Investment, using reasonable assumptions and estimations of expected future cash flows and the terminal value and date, and the appropriate risk-adjusted rate that quantifies the risk inherent to the Investment.

13.2. Investments listed on a Financial Instruments Market

Investments listed on a financial instruments market will be valued at their trading prices on the valuation date.

In some cases, the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner may apply a marketability discount to the valuation obtained on the basis of the market price. This will be the case where:

- (a) there is a formal restriction on trading in the relevant securities; or
- (b) there is a risk that the holding may not be able to be sold immediately.

13.3. Shares or units in undertakings for collective investment or other collective entities

Shares or units in undertakings for collective investment or other collective entities will be valued at their last available net asset value per Share or unit or, if such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles, the valuation of the Company's assets and the calculation of the Net Asset Value per Share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the General Partner and/or the alternative investment fund manager to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations. Where it is mandatory to convey such information to Investors, information regarding (i) the rules applicable to the valuation of the Company's assets and the calculation of the Net Asset Value per Share and (ii) any valuation and calculation may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 30 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding asset valuation and calculation of the Net Asset Value may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 14. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner or any of its agents may suspend calculation of the Net Asset Value where:

- (a) any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the Company are quoted is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;
- (b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of Company's assets would be impracticable;
- (c) a breakdown has occurred with respect to the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments of the Company or the current prices on any market or stock exchange; or
- (d) the Company is unable to repatriate funds or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

No issue or, if applicable, redemption of Shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended. Notice of any suspension will be given to Shareholders, if, according to the General Partner, the suspension will exceed a certain period of time provided for in the Prospectus.

Art. 15. General Partner. The Company shall be managed by QS Direct SI 2 S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner") in its capacity as general partner (associé commandité) of the Company.

Art. 16. Powers of the General Partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's corporate objectives, including all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders will be exercised by the General Partner or of any of its agents as further detailed in the present Article.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Shares other than the General Partner Share may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the Prospectus in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee (s).

The General Partner may also appoint an investment adviser. The Company may further enter into an agreement with an alternative investment fund manager authorized under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on alternative investment fund managers, and the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers implementing Directive 2011/61/EU, as amended (the "AIFM Law"), pursuant to which the latter shall be appointed as the designated alternative investment fund manager of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of

Directive 2011/61/EU. Alternatively, the Company may also elect to qualify as an internally-managed alternative investment fund under Directive 2011/61/EU.

Art. 17. Actions by the General Partner.

(a) Except as may be expressly limited by the provisions of these Articles and under Directive 2011/61/EU, the General Partner is specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, instruments or other documents requisite to carrying out the intentions and purposes of these Articles and of the Company;

(b) The General Partner, in its sole discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of any service or management agreement;

(c) Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the General Partner in connection with the management of the Company shall become the property of the General Partner;

(d) The General Partner may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of managers of the General Partner or not) as it thinks fit.

Art. 18. Representation of the Company. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 19. Indemnification.

19.1. The Company shall hold harmless and indemnify the Indemnified Persons (by means of a Further Drawdown (including any recall of Recallable Distributions), recalling distributions, withholding any contemplated distributions, or out of Company Assets or by a combination thereof) against any and all liabilities, actions, proceedings, claims, costs, demands, damages and expenses (including legal fees) incurred or threatened arising out of or in connection with or relating to or resulting from the Indemnified Person being or having acted as a general partner or as investment advisers in respect of the Company or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a general partner or as investment advisers in respect of the Company or from the provision of services to or in respect of the Company or under or pursuant to any management or advisory agreement or other agreement relating to the Company or in respect of services as a director of the Company or which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Company, or any tax liability imposed on the Company, any entity in which the Company invests, directly or indirectly, or any Shareholder, provided however that any Indemnified Person shall not be so indemnified with respect to any matter resulting from their fraud, wilful misconduct, bad faith or reckless disregard for their obligations and duties in relation to the Company or their gross negligence (provided that such negligence has had a material adverse economic effect on the Shareholders or the Company) each as finally determined by competent courts of law.

19.2. Shareholders (including following the liquidation of the Company, as former Shareholders) may be required by the General Partner or the liquidator of the Company at any time prior to the third anniversary of the liquidation of the Company, to return distributions made to such Shareholders or former Shareholders prior to such time for the purpose of meeting the Company's indemnification obligations under this Article 19 (each, a "Giveback Contribution"). The amount of distributions paid to the Shareholders which can be recalled by the General Partner for the purposes of this Article 19.2 shall not exceed 25% of the Total Commitments.

19.3. If, at the end of the period referred to above there is pending or threatened any legal action, suit or proceeding or any claim has been made against the Company or an Indemnified Person or tax liability has arisen, or any liability actual or contingent exists which may entitle the Indemnified Person to be indemnified by the Company under this Article 19, (any of the foregoing a "Claim"), the General Partner or liquidator shall so notify the Shareholders and former Shareholders at such time (which notice shall include a brief description of each Claim) and the obligation of the Shareholders to return any distributions for the purpose specified in the paragraph above shall survive such period with respect to each such Claim set forth in such notice (or any related action, suit, proceeding, claim or liability based upon the same or a similar Claim).

Art. 20. Conflicts of Interest. The guidelines in relation to the conflict of interest are fully described in the Prospectus.

Art. 21. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the "Depositary") which meets the requirements of the 2004 Law and the AIFM Law.

The Company's securities, cash and other permitted assets will be held in custody by or in the name of the Depositary, which will fulfil the obligations and duties provided for by the 2004 Law and the AIFM Law.

The duties of the Depositary cannot be terminated unless and until a successor Luxembourg bank shall have been appointed to act in the place thereof.

The Depositary of the Company may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows its General Partner to grant such a discharge and, more

generally allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 30 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

Art. 22. General Meeting of Shareholders. The general meeting of Shareholders represents all Shareholders of the Company. It has the powers expressly reserved to it by law or these Articles provided that a resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner.

The annual general meeting of Shareholders of the Company will be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice, on the first Monday of the month of June of each year.

Any resolution of a general meeting of Shareholders affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the present Articles of Association must be approved by the General Partner.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Notices of all general meetings of Shareholders, setting forth the agenda and specifying the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto and referring to quorum and majority requirements, will be sent by registered mail to the Shareholders, at least eight (8) days prior to the meeting, to their addresses in the Register of Shareholders and may be published if required under Luxembourg laws.

Art. 23. Accounting Year. The Company's accounting year shall begin on 1st January of each year and shall end on 31st December of the same year.

Art. 24. Annual Report. The Company shall publish an annual report in accordance with general accounting principles accepted in Luxembourg or any other accounting principles applicable pursuant to Luxembourg laws.

Art. 25. Distributions. The right to distributions and the right to capital reimbursement of each Class of Shares are determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus. No distribution can take place if, following this distribution, the capital of the Company would fall below the minimum capital provided for by the 2004 Law.

The General Partner and, if applicable, the Shareholders represent and warrant that at least 90% of (i) the Net Proceeds and (ii) any income from any Investment shall be distributed to the Shareholders.

Art. 26. Amendments to the Articles of Association. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending these Articles must be passed by a quorum of fifty percent (50%) of the capital of the Company and a majority of two-thirds of the votes cast at the meeting and with the consent of the General Partner. Each amendment to these Articles entailing a variation of rights of a Class of Shares must be approved by a resolution of the general meeting of Shareholders and of a separate meeting of the Shareholders of the relevant Class of Shares and with the consent of the General Partner.

Art. 27. Dissolution, Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2004 Law, by one or more liquidators named by the general meeting of Shareholders resolving to dissolve the Company, and upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of Shares.

Art. 28. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Art. 29. Preferential Treatment of Investors. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no sidepocketing, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its alternative investment fund manager's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its alternative investment fund manager's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its alternative investment fund manager's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or

internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a “most favoured nation” (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the Company and/or its alternative investment fund manager.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or the participation to, the Company’s or its alternative investment fund manager’s management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its alternative investment fund manager.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its alternative investment fund manager.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its alternative investment fund manager, as well as any material change to this information, will be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 30 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

Art. 30. Investor’s Information. Any information or document that the Company or its alternative investment fund manager must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an “Information Means”): (i) the Company’s sales documents, offering or marketing documentation (ii) subscription redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company’s periodic report, (vii) the Company’s, alternative investment fund manager’s or any third party’s registered office, (viii) a third party, (ix) internet/ a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its alternative investment fund manager to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its alternative investment fund manager may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company’s sales document or at the Company’s or alternative investment fund manager’s registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an “Electronic Information Means”) used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company’s sales documents or at the Company’s or alternative investment fund manager’s registered office.

Second Resolution

The Meeting decides to delete the French version of the Articles.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English only in accordance with Article 26 (2) of the 2010 Law.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the parties appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: S. AMZIL, B. HAYEK, C. KORKMAZ, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24246. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015177031/716.

(150195804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Exklusiv Portfolio SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 134.425.

Die Aktionäre der Exklusiv Portfolio SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG DER AKTIONÄRE

eingeladen, die am *17. November 2015* um 14.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 30. Juni 2015 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 30. Juni 2015 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Exklusiv Portfolio SICAV (DZ PRIVAT-BANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015173484/755/29.

Digital Services LI Pakistan S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 200.120.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Limited Partnership Agreement") of Digital Services LI Pakistan S.C.Sp., a special limited partnership, executed on 18th September 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Digital Services LI (GP) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 194491 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: Digital Services LI Pakistan S.C.Sp. (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services of different kinds) and the provision through its foreign subsidiaries of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the Partnership Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 18th September 2015, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem Gesellschaftsvertrag (dem „Limited Partnership Agreement“) der Digital Services LI Pakistan S.C.Sp., einer Partnerschaftsgesellschaft nach Luxemburgischen Recht (Special Limited Partnership), geschlossen am 18. September 2015

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. Digital Services LI (GP) S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 194491 (die „Komplementärin“).

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: Digital Services LI Pakistan S.C.Sp. (die „Gesellschaft“)

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in der rue 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin.

Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 18. September 2015 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015156683/78.

(150173061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2015.

GPF GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.511.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2014 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 septembre 2015.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2015156139/14.

(150171881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

HBI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 771.450,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 109.134.

EXTRAIT

Par les résolutions du 21 septembre 2015, les associés de la société ont décidé:

- D'accepter la démission de BGP Investment S.à.r.l. en tant que Gérant A et Gérant Délégué de la société, prenant effet le 21 septembre 2015;

- De nommer en tant que Gérant A et Gérant Délégué de la société, prenant effet le 21 septembre 2015, et pour une durée indéterminée:

* BGP Holdings Europe S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 109.580.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Référence de publication: 2015156151/19.

(150172387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Intuity Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 194.174.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 septembre 2015 que:

- Monsieur Michael MCKAY, né le 6 février 1957 à Londres, Grande-Bretagne, et demeurant au 28 Olympus Grave, N22 5TD Londres, Grande-Bretagne démissionné de la Gérant de la Société, et

- Monsieur Zoltán CERROSS, né le 1^{er} mai 1960 à Pecs Hongrie, demeurant à Dózsa György UTCA 20, 2083 Solymar, Hongrie démissionné de la Gérant de la Société.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015156207/15.

(150171782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Intrepid Aviation Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.272.

—
Extrait de la résolution unique prise par l'associé unique de la Société en date du 16 septembre 2015

L'associé unique décide de nommer Monsieur Olaf SACHAU, Administrateur de sociétés, né le 12 avril 1968 à Hambourg, Allemagne et résidant professionnellement au One Stamford Plaza, 263 Tresser Boulevard, Stamford, CT 06901, Etats-Unis d'Amérique en tant que nouveau gérant de catégorie A et ce pour une durée illimitée dans le temps.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Intrepid Aviation Luxembourg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015156176/15.

(150171902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

HEDF Co-Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.050.000,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 104.784.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'Associé unique prises en date du 31 juillet 2015

L'Associé Unique de HEDF Co-Investment S.à r.l. (la «Société») a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Adam Kruszynski en tant que gérant B de la Société à partir du 31 juillet 2015;

- De nommer:

* Monsieur Damian Pons, né à Madrid, Espagne, le 28 mai 1977, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société à partir du 31 juillet 2015, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2015.

HEDF Co-Investment S.à r.l.

Référence de publication: 2015156152/18.

(150171778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

HEDF Isola GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.989.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions de l'Associé unique prises en date du 31 juillet 2015

L'Associé Unique de HEDF Isola GP S.à r.l. (la «Société») a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de:

* Monsieur Adam Kruszynski en tant que gérant B de la Société à partir du 31 juillet 2015;

- De nommer:

* Monsieur Thierry Larroque, né à Haguenau, France, le 14 octobre 1966, résidant professionnellement au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en tant que gérant B de la Société à partir du 31 juillet 2015, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2015.

HEDF Isola GP S.à r.l.

Référence de publication: 2015156153/18.

(150172550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Onex USI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 200.085.

—
RECTIFICATIF

La soussignée Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constitution reçu par son ministère pour compte de la société à responsabilité limitée «Onex USI S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann, (Grand-Duché de Luxembourg), non encore inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, en date du 24 août 2015, enregistré à Diekirch Actes Civils, le 24 août 2015, relation: DAC/2015/14105, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

il y a lieu de procéder comme suit à la rectification de la première phrase de l'article 5 suite à une erreur matérielle, le reste du texte restant inchangé:

IL Y LIEU DE LIRE:

Version anglaise:

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg.

Version française:

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange, Grand-Duché de Luxembourg.

AU LIEU DE:

Version anglaise:

Art. 5. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Version française:

Art. 5. Siège. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Signé: D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 07 septembre 2015. Relation: DAC/2015/14539. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 10 septembre 2015.

Référence de publication: 2015156329/35.

(150172278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Informa Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7257 Helmsange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 60.348.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015156199/9.

(150171673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2015.
